

ARMÉE

Crise politique : seul le dialogue est à même d'ouvrir la voie à une issue légale et constitutionnelle (El-Djeich)

P. 3

PRÉSIDENTE :

Appel au dialogue: la classe politique entre accueil favorable et insistance sur la revendication du changement

P. 4

ALGÉRIE-AFRIQUE

ZLECAF: Djellab a participé à la 8^e réunion des ministres africains les 7 et 8 juin à Addis-abeba

P. 3

É D U C A T I O N N A T I O N A L E

630.000 élèves passent l'examen du BEM

► **Plus de 57.000 candidats attendus à Alger**



Plus de 630.000 candidats passeront, aujourd'hui, l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), à travers le territoire national, pour pouvoir accéder au cycle secondaire. Le nombre global des candidats à cet examen dont les résultats seront annoncés le 1er juillet, s'élève à 631.395, soit une hausse de 5.25 % par rapport à l'année dernière qui a enregistré 595.865 candidats, selon les chiffres avancés par le ministère de l'Éducation nationale.

P. 5

MARCHES À ALGER :

Les manifestants insistent sur le départ des symboles du système

P. 4



ALGÉRIE TÉLÉCOM - BOUIRA :

Des dizaines de citoyens de Sour El-Ghouzlane réclament l'ouverture de l'agence commerciale

P. 5

SANTÉ

ARTHROSE :
La pose d'une prothèse augmente le risque cardiaque après l'opération

P. p 12-13

FOOTBALL

ALGÉRIE :
Zetchi loue l'état d'esprit des joueurs dans l'optique de la CAN-2019

P. 21

Feghouli: «L'équipe est armée de beaucoup d'ambition»

P. 24

AUTEUR D'UN GESTE HÉROÏQUE JEUDI DERNIER À ORAN

Le jeune pompier ayant secouru deux femmes d'un restaurant en feu honoré hier au Palais du gouvernement

P. 24

MDN

LUTTE CONTRE LA DROGUE:
Arrestation de 7 narco-trafiquants à Tlemcen et Oran

P. 24

JEUDI AU PALAIS DE LA CULTURE Remise du prix Ali-Maâchi

A l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artiste, le ministère de la Culture, organise jeudi 13 juin au niveau du Palais de la culture Moufidi-Zakaria, une

cérémonie en l'honneur des artistes durant laquelle le prix du chef de l'Etat Ali Maâchi pour les jeunes créateurs sera remis aux lauréats.



Horaire des prières

Dimanche 6 Chawwal 1440

Fajr	03:26
Dohr	12:48
Asr	16:39
Maghreb	20:10
Isha	21:53



DEMAIN À ZÉRALDA Célébration de la Journée mondiale de l'accréditation

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'accréditation, l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC), organise demain lundi 10 juin à partir de 9h30 au niveau de la salle des conférences de l'ERMA sise à Zéralda (Alger), une conférence sous le thème «Ajouter de la valeur aux chaînes d'approvisionnement». Cette rencontre se déroulera en présence d'invités de marque représentant différents secteurs économiques, d'associations professionnelles nationales, de représentants d'organismes étrangers activant en Algérie et des médias.

Lors de cette conférence, ALGERAC procédera à la remise de certificats d'accréditation à des organismes d'évaluation de la conformité.



CACI Journée d'information sur les opportunités d'affaires à Cuba

En partenariat avec l'ambassade de Cuba en Algérie, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), organise ce matin à partir de 8h30 à l'auditorium de l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA), sise aux Pins Maritimes, El Mohammadia, Alger, une journée d'information sur les opportunités d'affaires à Cuba. Cette journée permettra aux opérateurs économiques de découvrir le potentiel du marché cubain pour tous les secteurs économiques ainsi que les perspectives de partenariat gagnant-gagnant entre les entreprises algériennes et cubaines.



GUERBEZ SENHADJA (SKIKDA) Recensement de 11 000 oiseaux migrateurs

La conservation des forêts de la wilaya de Skikda a recensé depuis le début de l'année pas moins de 11 570 oiseaux migrateurs dans la zone humide de Guerbez Senhadja (Est de la wilaya). Le nombre d'oiseaux migrateurs, ne cesse de croître dans la zone Guerbez Senhadja depuis 2014, année où près de 7726 sujets ont été recensés, attribuant cette hausse "significative" aux nombreuses mesures prises par la conservation des forêts pour lutter contre le braconnage, préserver le site contre toute forme de pollution ou d'agression. L'extension urbaine dans cette zone et de la pollution environnementale, le nombre d'oiseaux migrateurs recensés à Guerbez Senhadja était passé de 16 119 sujets en 2011 à 10 401 l'année suivante. La zone humide de Guerbez-Sanhaja accueille tout au long de l'année environ 230 espèces d'oiseaux parmi lesquelles 140 vivant exclusivement dans les zones humides, dont certaines sont considérées comme très rares à l'image du flamant rose, la spatule blanche, le héron pourpré, la huppe fasciée ou encore le goéland.



DEMAIN À LA GALERIE MOHAMED-RACIM Vernissage de l'exposition de Smaïl Ouchène

L'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise lundi 10 juin à partir de 16h à la galerie Mohamed-Racim (Alger), le vernissage de l'exposition de l'artiste Smaïl Ouchène.



Météo

	Max	Min
Alger	24°	16°
Oran	23°	18°
Annaba	38°	18°
Béjaïa	29°	18°
Tamanrasset	40°	31°

MARDI AU CENTRE FAMILIAL DE BEN AKNOUN Journée de sensibilisation sur la population et le développement

En collaboration avec le Fonds des Nations unies pour la population, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, organise mardi 11 juin au Centre familial de la CNAS sis à Ben Aknoun, une journée de formation et de sensibilisation sur «Les acquis de l'Algérie dans le cadre du développement de la population, 25 ans après».

EXAMENS DE FIN DE CYCLE MOYEN 12 954 policiers mobilisés pour veiller au bon déroulement des épreuves



En prévision des examens de fin de cycle moyen pour l'année scolaire 2018/2019, la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), a pris une série de mesures sécuritaires pour accompagner et garantir le bon déroulement des épreuves à travers la mobilisation de 12 954 policiers au niveau national pour sécuriser les centres d'examens. Ces mesures consistent à renforcer la présence des forces de police sur le terrain, particulièrement autour des centres d'examens, escorter les convois qui transportent, distribuent et rapportent les sujets au niveau des centres de regroupement. Des formations sécuritaires mobiles et pédestres seront mises en places afin de garantir la fluidité de la circulation près des centres d'examens. La DGSN rappelle également que le numéro vert 15-18 et le numéro de secours 17 restent à la disposition des citoyens.

JEUDI À ALGER Portes ouvertes sur le sport militaire

Le Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires de Ben Aknoun (Alger), abrite jeudi 13 juin à partir de 8h, des portes ouvertes sur le sport militaire.



LE 17 JUIN Visite au profit des journalistes au Centre de recherche et de développement de la construction aéronautique du MDN

La direction régionale de l'information et de la communication du ministère de la Défense a organisé lundi 17 juin, une visite guidée au profit des journalistes au niveau du Centre de recherche et de développement de la construction aéronautique.

JEUDI AU CHU MUSTAPHA-PACHA Journée de formation sur les maladies systémiques

Le Centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha en collaboration avec le service de médecine interne, organise jeudi 13 juin à partir de 8h30, une journée de formation médicale continue sur les maladies systémiques.

DEMAIN AU CRASC D'ORAN Conférence sur «La coopération scientifique avec l'UE et le programme COST»

Le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc) d'Oran, organise demain lundi 10 juin à partir de 14h, une conférence consacrée à la présentation de la place de la coopération scientifique avec l'UE et le programme COST.

Une autre conférence sera animée le même jour sur l'utilisation et la visibilité des réseaux académiques de recherche.

ARMÉE Crise politique : seul le dialogue est à même d'ouvrir la voie à une issue légale et constitutionnelle (El-Djeich)

Seul le dialogue est à même d'ouvrir la voie à une issue légale et constitutionnelle garantissant l'organisation des élections présidentielles «le plus rapidement possible», a indiqué la revue El-Djeich, affirmant que les discussions «stériles» ne sont que «perte de temps et d'occasions pour l'ouverture d'un dialogue véritable et sincère, fait de concessions réciproques».

"Seul le dialogue est à même d'ouvrir la voie à une issue légale et constitutionnelle garantissant l'organisation des élections présidentielles le plus rapidement possible, tant il est vrai que les discussions stériles et infructueuses ne sont que perte de temps et d'occasions pour l'ouverture d'un dialogue véritable et sincère, fait de concessions réciproques, qui rapprocherait les points de vue au service de l'intérêt suprême du pays et la satisfaction davantage de revendications exprimées par le peuple", a souligné l'éditorial de la revue de l'ANP.

"Cette aspiration participera au renforcement de la cohésion du peuple ainsi que la conjugaison des efforts de tous, garantissant sa marche vers le développement dans un climat de sécurité et de stabilité", a ajouté la publication.

Soulignant l'importance du dialogue, la revue a relevé qu'en pareille crise complexe que traverse le pays, "l'intérêt de la nation, comme l'avait souligné le Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) dès le début, est d'opter pour la voie du dialogue sérieux, fructueux et constructif et d'aller, dans les plus brefs délais, vers la recherche de solutions adéquates, à même d'éviter à notre pays de verser dans des futilités qui rendraient la situation encore plus complexe et couperaient définitivement la voie à la période de transition qui ne pourrait que conduire à une situation encore plus difficile à maîtriser".

Dans ce contexte, la revue a mis en exergue la nécessité de convier à la table du dialogue "des personnalités nationales et des élites sincères et fidèles à la Patrie afin de trouver une issue favorable qui satisfasse l'ensemble, découle de la conviction de l'institution, de son souci de veiller à la continuité de l'Etat et de son attachement aux engagements qu'elle a exprimés, en de maintes occasions, d'accompagner le peuple algérien et les institutions de



l'Etat et de faire échec à tous les scénarii aux néfastes desseins".

"Bien plus, la conviction en la nécessité du dialogue entre les fils de la Patrie une et indivisible et à ce que ce dernier soit la priorité, en cette conjoncture précise, est de nature à économiser du temps en réduisant la durée de la crise, comme elle donnera lieu à la proposition d'initiatives sérieuses de sortie de crise et, par la même, permettra de neutraliser toute proposition destinée à faire perdurer la crise", a noté El-Djeich, qui a réaffirmé, en outre, l'importance d'installer une instance indépendante chargée de l'organisation et de la supervision des élections "en tant qu'outil légal garantissant le déroulement d'élections présidentielles libres, intègres et crédibles".

Pour la publication, "aujourd'hui, et plus que jamais, les intentions malveillantes et les plans diaboliques, les dépassements outranciers et dangereux de certaines parties qui, suivant la logique des bandes, cherchent à abuser l'opinion publique, les tentatives désespérées de susciter le doute sur toute initiative nationale crédible à même de mener vers une véritable sortie de crise, à travers l'utilisation immorale des médias, qu'il s'agisse de journaux ou de supports audiovisuels, pour construire des scénarii

farfelus et distiller des mensonges venimeux, des informations erronées ou falsifiées, n'ont d'autre but que de voir la situation perdurer, voire s'aggraver".

Cet état de fait requiert, comme l'a souligné le général de corps d'armée Ahmed Gaïd salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'ANP, lors de sa dernière visite en 6ème Région militaire "la mobilisation de tous, chacun dans son domaine de compétence et dans la limite de ses responsabilités, notamment dans le secteur de l'information à travers toutes ses branches, au service de l'Algérie, car l'information se doit d'être le miroir qui reflète les revendications réelles du peuple algérien et sa voix sincère qui relate les vérités et communique ses revendications, sans déformation ni falsification et sans instrumentalisation à des fins autres que les intérêts du pays", a rappelé la revue.

El-Djeich a affirmé que "la crise que traverse notre pays aujourd'hui impose que ses fils loyaux et jaloux de leur patrie, préoccupés par son présent et son avenir, apportent tout ce qui est attendu d'eux comme contribution sérieuse et sincère de nature à trouver une solution qui aura l'assentiment et qui sera adoubee par tous".

"L'importance de

cette démarche a été clarifiée par le général de corps d'armée qui a déclaré "notre confiance en notre peuple est grande et en Allah l'est encore plus, afin d'assister notre ANP dans l'accompagnement des fils de notre patrie lorsqu'ils présenteront leurs propositions constructives comme le requiert le noble devoir national et l'Histoire retiendra tout effort ayant contribué à trouver une sortie saine à la crise en Algérie+", a ajouté la publication.

Par ailleurs, la revue a indiqué, que "pendant que l'ANP, à travers les réalisations et acquis enregistrés dans nombre de domaines, démontrait qu'elle appliquait avec succès la stratégie de développement et de modernisation adoptée par son Haut commandement, en droite ligne d'une vision prospective et éclairée qui a nécessité, ces dernières années, la mobilisation de forces et de moyens conséquents afin d'assurer la surveillance, la défense et la protection des frontières contre toute tentative d'atteinte à notre intégrité territoriale, il apparaît évident aujourd'hui que l'acquisition par notre armée des éléments de la modernité et des facteurs de la puissance dissuasive dérange certaines parties qui ne s'attendaient pas à ce qu'elle puisse atteindre un tel niveau et en si peu de temps".

"Le général de corps d'armée a situé avec précision les visées et objectifs de ces derniers, en affirmant "le ressentiment qu'ils nourrissent à l'égard de l'armée et de son Commandement a fait que ces avancées enregistrées par notre armée dans plus d'un domaine les dérange véritablement, au point de les pousser à des actions aux objectifs clairs, à savoir tenter d'affaiblir l'armée et de faire barrage à cet effort de développement, ignorant que celui qui se dresse sur le chemin de l'ANP et de son Commandement se dresse nécessairement contre les intérêts de l'Algérie+", a conclu El-Djeich.

ZLECAF: Djellab a participé à la 8^e réunion des ministres africains les 7 et 8 juin à Addis-Abeba



Le ministre du Commerce, Saïd Djellab participe à la 8ème réunion des ministres du Commerce (AMOT) des Etats membres de l'Union africaine qui se tient les 7 et 8 juin courant à Addis-abeba (Ethiopie), a indiqué samedi le ministère dans un communiqué.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de l'application de la feuille de route pour la finalisation des travaux en suspens en relation avec les négociations de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) et ce, dans la perspective de la tenue du sommet extraordinaire des Chefs d'Etats et de gouvernements africains, prévu le 7 juillet à Niamey (Niger), au cours duquel il sera procédé au lancement de la phase de mise en œuvre de la ZLECAF, a précisé la même source.

Lors du Sommet de Kigali tenu en mars 2018, les Etats membres de l'Union africaine signataires de l'Accord portant création de la ZLECAF ont donné un signal fort pour la consolidation et le renforcement des échanges commerciaux intra-africains dans l'objectif de la création d'un marché africain unique.

La zone de libre-échange continentale africaine, offre un espace très dynamique constitué d'un marché de plus d'1,2 milliard de personnes qui représente environ 2,500 milliards de dollars de PIB cumulé.

En effet, entre 1990 et 2017, les échanges commerciaux de la région (importations et exportations de biens et de services) est passée d'environ 53 % à 67 % du PIB.

La mise en place de ZLECAF permettra l'amplification du potentiel de transformation économique des pays africains, stimulera le commerce intra-régional et l'attractivité des investissements directs étrangers tout en facilitant la création de chaînes de valeur régionales.

Pour ce faire, il est prévu dans le cadre de cette zone, une élimination progressive des droits de douane et des obstacles non tarifaires sur le commerce intra-africain et une ouverture des secteurs de services, ce qui favorisera une fluidité dans les échanges intra-africains et permettra de répondre aux demandes croissantes du marché africain en matière de marchandises et de services produits par des pays africains.

Les réunions des différentes institutions de négociation de la ZLECAF œuvrent actuellement pour la finalisation des mécanismes et des modes opératoires permettant la concrétisation de la mise en œuvre de cette zone de libre échange africaine.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la 8ème réunion ministérielle, dont l'ordre du jour consiste en l'adoption, par les Ministres africains du Commerce, des résultats et des recommandations issus des travaux des organes de négociation de la ZLECAF, à savoir, le Forum de négociation et les Hauts fonctionnaires.

L'objectif principal escompté de cette réunion ministérielle consiste en l'adoption des instruments techniques permettant le lancement effectif de la Zone de Libre Echange. Les deux organismes de négociation précités se penchent, depuis le 20 mai jusqu'au 5 juin 2019 sur les questions en suspens relatives, spécialement à l'identification des critères conférant l'origine africaine pour chaque produits à l'effet de bénéficier des préférences tarifaires, et la préparation de la soumission des offres tarifaires, par les Etats membres.

Les ministres africains du Commerce procéderont également à l'occasion de cette réunion à l'examen du projet du plan de mise en œuvre post lancement de la ZLECAF. Les résultats des travaux de la réunion ministérielle seront soumis aux Chefs d'Etats et de Gouvernements africains lors du Sommet Extraordinaire devant se tenir, le 7 juillet 2019 à Niamey (Niger), ce qui constituera la fin de la première phase des négociations et le lancement officiel de la ZLECAF. La deuxième phase des négociations concernera les thèmes en relation avec la politique de concurrence, l'investissement et les droits de propriété intellectuelle.

Cette phase sera entamée prochainement et devrait être clôturée au plus tard en juin 2020.

MARCHES À ALGER: Les manifestants insistent sur le départ des symboles du système

Pour le 16^e vendredi consécutif, les manifestants sont sortis nombreux dans des marches pacifiques à Alger pour réitérer leur attachement au changement radical, au départ de tous les symboles du système et l'instauration d'un Etat de droit.

Les manifestants se sont regroupés dès la matinée au niveau de la Grande-Poste, Boulevard Colonel Amirouche, Avenue Pasteur, Place Maurice Audin et au niveau du Boulevard Zighout Youcef où un dispositif sécuritaire important a été déployé pour parer à tout débordement, ont constaté des journalistes de l'APS.

Drapés de l'emblème national et arborant des portraits des martyrs de la Révolution du 1^{er} novembre, les manifestants scandaient des slogans réclamant le départ de tous les symboles du système, en particulier les trois "B" (Bensalah-Bedoui-Bouchareb).

Ces nouvelles manifestations interviennent au lendemain du discours du chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, dans lequel il a appelé à un "dialogue inclusif" pour trouver une issue à la crise politique que traverse le pays.

Pour rappel, M. Bensalah avait invité la classe politique, la société civile et les personnalités nationales à opter pour la voie du "dialogue inclusif" en vue de "poser les jalons du processus de concertation que l'Etat s'emploiera à organiser dans les meilleurs délais, à débattre de toutes les préoccupations portant sur la prochaine échéance présidentielle, et partant, tracer une feuille de route devant aider à l'organisation du scrutin dans un climat d'entente et de sérénité".

Dans leurs marches pacifiques, les manifestants ont affiché leur rejet à la tenue d'élections "sous la conduite des symboles du système" et réitéré leur attachement à l'instauration d'un Etat de droit où règne la démocratie et la transparence.

Ils ont également scandé les slogans habituels appelant à la préservation de l'unité nationale et brandit des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: "Pas de régionalisme, nous sommes tous des frères", "Djeich-chaâb, khawa khawa" (Armée et peuple sont frères), "Silmya, silmya" (Pacifique, pacifique) ou encore "Djazzair hora dimocratia" (Algérie libre et démocratique)".

Ils ont aussi exprimé leur rejet à toute ingérence étrangère dans les affaires internes de l'Algérie.

Cette journée de mobilisation, coïncidant avec la célébration de la fête de l'Aid El Fitr, a été marquée par des gestes de convivialité qui ont vu des citoyens distribuer gracieusement des gâteaux et des boissons aux manifestants dans une ambiance bon enfant.

Il est à signaler, par ailleurs, que l'accès au parvis de la Grande-Poste, lieu symbolique du Hirak, est bloqué pour le troisième vendredi consécutif, de même que le tunnel de la Faculté et les voies menant vers le Palais du gouvernement pour parer à tout dérapage.

Les manifestants ont commencé à se disperser aux environs de 17h dans le calme, cédant ainsi la place aux jeunes bénévoles qui, dans un geste de civisme et de citoyenneté, ont procédé au nettoyage des lieux des manifestations.

A noter que l'APS diffuse des images et des vidéos de ces marches sur son site internet (www.aps.dz).

APS

PRÉSIDENTICE : Appel au dialogue: la classe politique entre accueil favorable et insistance sur la revendication du changement

Les réactions de la classe politique au discours à la Nation du chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, réitérant l'appel au "dialogue inclusif" pour poser les jalons du processus de concertation en vue de sortir de la crise, ont été mitigées entre accueil favorable et insistance sur la revendication du changement.

Dans ce cadre, le Rassemblement national démocratique (RND) a accueilli favorablement "l'invitation" du chef de l'Etat à un dialogue national sérieux pour réunir les conditions d'une élection Présidentielle régulière, affirmant que "le peuple algérien a exprimé sa volonté souveraine pour le changement et il est temps d'appliquer l'article 8 de la Constitution à travers l'élection du président de la République, qui concrétisera ce changement ainsi que les réformes escomptées".

"L'Algérie exhorte tous ses enfants nationalistes à se mettre autour de la table pour aller ensemble, dans les meilleurs délais, vers une élection présidentielle afin de garantir la stabilité politique et socioéconomique du pays", lit-on dans le communiqué du parti.

Pour sa part, le Mouvement populaire algérien (MPA) a affiché "sa disposition à contribuer" à travers sa participation à faire aboutir ce dialogue, prôné par l'Etat algérien, soutenant que sa position est "une position de principe, partant de notre conviction que la solution à la crise actuelle que traverse notre pays passe inéluctablement par des concertations inclusives et franches entre les différents partenaires".

Pour le MPA, ce dialogue mènera à une élection Présidentielle qui "est la solution politique et démocratique à même de permettre l'élection d'un nouveau président de la République, jouissant de la légitimité et de la crédibilité nécessaires pour conduire les différentes réformes exigées par le peuple".

Néanmoins, il estime que "le retour aux urnes dans les plus brefs délais doit être précédé de la mise en place d'une instance électorale indépendante qui veillera à garantir des élections transparentes et libres".

De son côté, l'Alliance nationale républi-

caine (ANR) s'est félicitée du contenu du discours du chef de l'Etat, notamment l'appel à un dialogue national inclusif pour garantir les meilleures conditions d'une élection Présidentielle dans les plus brefs délais, soulignant que "cet appel s'inscrit en droite ligne avec la position constante exprimée par le parti depuis le début de la crise politique dans le pays, et qui considère que le dialogue inclusif, sérieux et non exclusif constitue la seule voie pour dépasser cette conjoncture complexe, dans le cadre de la solution constitutionnelle et électorale".

A ce propos, l'ANR a appelé à nouveau l'ensemble des partenaires (partis politiques, société civile et représentant du Hirak) à faire prévaloir impérativement les intérêts suprêmes de la nation sur les intérêts partisans ou personnels étroits et à engager, sans perte de temps, un dialogue responsable, réaliste et constructif permettant de répondre aux aspirations et aux revendications légitimes du Hirak populaire, et de concrétiser la volonté souveraine du peuple dans le cadre d'une "Présidentielle crédible", mettant en avant la nécessité de commencer par dégager "un consensus sur l'instance indépendante chargée de l'organisation et de la supervision des élections".

Le Mouvement El Islah, a également valorisé le contenu du discours de M. Bensalah, soulignant que le mécanisme de dialogue était "le moyen adéquat de rapprochement des vues et le plus à même de susciter un



consensus national capable de sortir le pays de sa crise actuelle".

Le président de cette formation politique, Filali Ghouini, estimé impératif "d'aller en urgence" vers des assises de dialogue et de concertation regroupant les différents acteurs afin de parvenir à "un large consensus national, dont les résultats allieront le texte constitutionnel et les solutions politiques inspirées de la Constitution, et ainsi élaborer d'une feuille de route consensuelle et sereine aboutissant le plus rapidement possible à l'échéance présidentielle".

Par ailleurs, le Front des forces socialistes (FFS) a considéré que le discours du Chef de l'Etat visait "le maintien du statu quo et la résistance au changement" ainsi que l'application d'une feuille de route "afin de préserver un système stérile et usé au lieu de suivre la voie de la sagesse en répondant positivement aux revendications populaires". Pour le premier secrétaire national du FFS, Hakim Belahcel "les solutions politiques existent et ne demandent qu'à être prises en compte".

POUR LE CHANGEMENT: De nouvelles marches populaires pacifiques à travers le pays

Des marches populaires pacifiques ont eu lieu pour le seizième vendredi consécutif, dans plusieurs wilayas du pays pour revendiquer un "changement radical" du système et appeler à un "dialogue mené par des personnalités nationales propres", ont constaté des correspondants de l'APS.

La mobilisation citoyenne dans les wilayas de l'Est du pays était une nouvelle fois au rendez-vous en ce vendredi. Des dizaines de milliers de personnes ont réinvesti la rue dans les quatre coins du pays malgré la chaleur accablante.

A Constantine, les groupes qui ont convergé vers le centre-ville, dès la fin de la prière du vendredi, ont appelé au "changement radical du système de gouvernance", au "départ de tous les symboles du régime" et à "une période de transition" menée par des personnalités "crédibles", non impliquées dans des affaires de corruption.

Arborant l'emblème national, les "marcheurs", hommes, femmes et enfants, ont battu le pavé des boulevards Mohamed Belouizdad et Abane Ramadane exigeant une "rupture immédiate" et totale avec le système: "Partez tous".

A Mila et Oum El Bouaghi, des milliers de citoyens ont manifesté, dans le calme, à travers

les artères de ces deux villes, en réitérant l'essentiel des revendications exprimées depuis le début de la dynamique populaire.

Dans la wilaya de Batna, quelques milliers de marcheurs ont sillonné le centre-ville, entonnant des chants patriotiques et exigeant le départ de la "Issaba" (bande) et revendiquant "un Etat civil".

Les citoyens de Skikda ont réclamé la poursuite de tous les responsables impliqués dans des affaires de corruption et de dilapidation des deniers publics. Depuis la ville d'Annaba, les citoyens, qui ont battu le pavé de nouveau, ont appelé à "une période de transition avec des figures consensuelles", alors que les manifestants dans la wilaya de Guelma ont réitéré les mêmes slogans: "Silmiya, Silmiya" et "Pour une Algérie nouvelle". A El Tarf, les manifestants ont indiqué l'urgence d'opérer "un changement à la hauteur des attentes du peuple". Les mêmes scènes ont été constatées à Sétif. A l'Ouest du pays, les citoyens sont également sortis pour réclamer le départ de "tous les symboles de l'ancien régime".

A Oran, les marcheurs, qui ont traversé les principales artères de la ville, partant de la place du 1^{er} novembre jusqu'au siège de la wilaya, ont scandé

notamment le "report les élections présidentielles jusqu'au départ de tous les B". A Tlemcen, les manifestants ont retenti "Oui pour une phase de transition", tout en réclamant l'activation des articles 7 et 8 de la Constitution, deux principes fondamentaux consacrant le pouvoir au peuple.

A Mostaganem, les marcheurs ont emprunté le même itinéraire que les vendredis passés en dépit de la forte chaleur, réaffirmant une nouvelle fois leur détermination de passer à un "Etat républicain et civil".

A Tiaret comme à Sidi Bel-Abbes, Mascara, Tissemsilt, Ain Temouchent, El Bayadh et Naama, les protestataires ont exprimé notamment leur refus d'élections présidentielles organisées par "Bensalah et Bedoui".

Pour la poursuite de la lutte contre la corruption

Au centre du pays, des milliers de citoyens ont bravé la chaleur en participant pour le 16^e vendredi consécutif à des marches pacifiques, pour demander un changement radical du système politique et le jugement de tous ceux qui sont impliqués dans des affaires de corruption.

A Blida, Tipasa, Ain Defla, Djelfa et Médéa, les manifestants ont réitéré leur souhait de voir

un "changement" et une "transparence" dans la gestion du pays.

Des marches similaires ont eu lieu dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaïa, Bouira et Boumerdes, où des milliers de citoyens ont sillonné les artères principales de ces villes en scandant des slogans et en brandissant des pancartes et banderoles pour exiger "des réformes politiques profondes" et le "jugement de tous ceux qui sont impliqués dans des affaires de mauvaise gestion et de corruption".

Dans la wilaya de Tizi-Ouzou les manifestants ont également entonné des chansons engagées de grands chanteurs kabyles pour exprimer leur détermination à poursuivre leur action pacifique, jusqu'à l'aboutissement des revendications populaires.

Au Sud du pays, les manifestants, au nombre relativement réduit cette fois-ci, sont sortis après la prière du vendredi dans certaines villes telles qu'Ouargla, Tindouf, Aflou et Laghouat, pour appeler au "changement politique profond", au "départ des symboles du système" et à la "préservation de l'unité nationale".

Dans d'autres wilayas, à l'instar d'El-Oued, Ghardaïa, Tamansasset et Adrar, les manifestations sont prévues pour la fin de l'après-midi en raison des chaleurs qui sévissent dans ces régions.

EDUCATION NATIONALE : 630.000 élèves passent l'examen du BEM

630.000 candidats passeront, aujourd'hui, l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), sur le territoire national, pour pouvoir accéder au cycle secondaire.

Le nombre global des candidats à cet examen dont les résultats seront annoncés le 1er juillet, s'élève à 631.395, soit une hausse de 5,25 % par rapport à l'année dernière qui a enregistré 595.865 candidats, selon les chiffres avancés par le ministère de l'Éducation nationale. Les élèves qui obtiendront une moyenne égale ou supérieure à 10/20 à cet examen seront automatiquement admis en première année secondaire, ainsi que ceux dont l'addition de la moyenne obtenue au BEM et de la moyenne annuelle de l'évaluation continue est égale à 10/20. Intervenant lors d'une conférence de presse sur les préparatifs des examens scolaires nationaux (session 2019), organisée mi-avril dernier, le ministre de l'Éducation nationale avait affirmé que toutes les mesures avaient été prises pour assurer le bon déroulement des examens nationaux.

Parmi les mesures prises, il a cité les brouilleries octroyés par le ministère de la Défense nationale aux annexes de l'Office national des examens et concours (ONEC) pour lutter contre la fraude durant les examens nationaux, l'interdiction de toute tentative de fuite de sujets par voie électronique, le dépôt des téléphones portables et de tout moyen de communication à l'entrée des centres d'examen et la



garantie du transport des candidats habitant les zones enclavées au niveau de chaque wilaya.

L'ouverture des centres de déroulement est prévue à 7h30, tandis que l'entrée des candidats sera à 8h00. Selon le premier responsable du secteur, tout retardataire a le droit d'accéder au centre d'examen entre 8h00 et 8h30, avec inscription de son nom sur le registre réservé aux retardataires. Au-delà de cette heure (8h30), l'accès au centre est formellement interdit à tout candidat, pour éviter que les sujets ne soient publiés sur les réseaux sociaux.

Les mêmes dispositions sont applicables lors des épreuves de l'après-midi qui débuteront à 15h00.

L'ouverture des centres d'examen aura lieu à 14h30, tout en veillant à l'inscription des noms des candidats retardataires sur le registre prévu à cet effet.

A cette occasion, M. Belabed a appelé les parents des candidats à repérer, à l'avance, les centres d'examen pour éviter les retards sur l'importance de sensibiliser les candidats aux sanctions encourues en cas de fraude. De son côté, la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a mobilisé 62.714 policiers à travers le territoire national pour veiller à la sécurisation des 11.937 centres de déroulement des examens de fin d'année des trois cycles (primaire, moyen et secondaire), au titre de la session 2019. Les éléments de la police qui seront déployés en particulier au niveau des périmètres extérieurs des centres d'examen, assureront l'escorte et la sécurisation du transport et de la distribution des sujets d'examen à travers tous les centres ainsi que l'acheminement des copies vers les centres de

collecte. De son côté, le Commandement de la Gendarmerie nationale a mis en place un dispositif sécuritaire spécial encadrant le déroulement des examens de fin d'année scolaire des trois paliers de l'enseignement général (primaire, moyen et secondaire), à travers un plan spécial prévoyant la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires au bon déroulement de ces examens au niveau des 48 wilayas et la sécurisation des centres d'examen et de leurs périmètres relevant des territoires de compétence de la Gendarmerie nationale. Le plan spécial prévoit également l'escorte et la protection de l'opération de distribution des sujets d'examen, à partir des directions d'éducation jusqu'aux centres d'examen, la garantie de la protection et de l'escorte des sujets acheminés par avion et d'autres mesures d'accompagnement.

A cet effet, la direction générale de la protection civile a mis en place un dispositif opérationnel, fort de 39.000 agents d'intervention, tous grades confondus, ainsi que la mobilisation de 2.197 ambulances et de 1.338 camions anti-incendie, pour veiller à la sécurité des élèves et des encadreurs. Le taux de réussite à l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) avait atteint 56,88% en 2018.

Plus de 4.000 détenus des établissements pénitentiaires attendus à l'examen du BEM

Un total de 4332 détenus entameront, aujourd'hui, les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) au niveau de 43 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Éducation nationale, a indiqué samedi un communiqué de ministère de la Justice.

Ces épreuves, supervisées par l'Office national des examens et concours (ONEC), sont encadrées par des fonctionnaires du secteur de l'Éducation nationale, conformément aux dispositions de la convention conclue entre les ministères de la Justice et de l'Éducation nationale, a ajouté le communiqué, précisant que le coup d'envoi de ces épreuves sera donné au niveau de l'établissement pénitentiaire de Berrouaghia (Médéa).

40.417 détenus sont inscrits pour poursuivre leurs études dans les différents cycles, dont 32.323 détenus dans l'enseignement à distance, 955 dans l'Enseignement supérieur et 7139 qui suivent des cours dans les classes d'alphabetisation au titre de l'année 2018/2019 outre 4.226 détenus qui passeront les épreuves du baccalauréat, lit-on dans le communiqué.

Pour la réussite de cette année scolaire, les candidats ont bénéficié de cours de soutien supervisés par 702 enseignants, dans le cadre de la préparation des examens de fin d'année scolaire, indique-t-on de même source.

Par ailleurs, 41.403 détenus suivent une formation professionnelle et artisanale dans 117 spécialités, y compris ceux inscrits à la session de février 2019.

BOUIRA: Des dizaines de citoyens de Sour El-Ghouzlane réclament la réouverture de l'agence commerciale

Des dizaines de citoyens de la ville de Sour El-Ghouzlane, à une trentaine de km au sud du chef-lieu de la wilaya de Bouira, réclament l'ouverture de la nouvelle antenne d'Algérie Télécom réalisée et achevée depuis plus d'une année, selon les détails fournis samedi par les protestataires.

Les habitants de l'antenne Auzia ont observé un sit-in devant le siège aménagé pour protester contre la fermeture de cette antenne dont les travaux ont pris fin depuis plus d'une année.

"Nous sommes des clients de cette société nationale, et nous avons besoin de cette antenne, mais la direction de Bouira ne l'a pas ouverte", a avoué un groupe de jeunes protestataires en colère.

Une enveloppe financière de 11 millions de dinars a été allouée pour l'aménagement des anciens bureaux de l'agence commerciale d'Algérie Télécom (ACTEL) de Sour El-Ghouzlane.

A propos de ce sujet, le directeur opérationnel d'Algérie Télécom (DOT) de Bouira, Abdelhalim Bouachri, a expliqué à l'APS que le projet avait été achevé, et, a-t-il précisé, "il ne reste que son équipement afin de pouvoir la réceptionner".

"Les citoyens doivent nous comprendre, l'agence commerciale va ouvrir très bientôt pour prendre en charge les préoccupations de nos clients", a encore expliqué le même responsable.

Le retard dans la réception de cette structure est due notamment à quelques problèmes avec l'entreprise réalisatrice, "mais maintenant tout est réglé, et nous allons l'équiper pour que nos agents reprennent le travail dans cette agence", a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Bouachri a soulevé un autre problème lié aux coupures répétées de la ligne internet 4G dans la localité de Tiaassassine relevant de la commune de Haizer (Est de Bouira).

"Dans cette localité, les habitants coupent à chaque fois la ligne d'internet afin d'isoler un autre village voisin, où les citoyens s'opposent au passage de réseaux de gaz et d'eau potable vers Tiaassassine, cette situation dure depuis mercredi dernier", a expliqué le directeur d'Algérie Télécom. Le problème persiste toujours malgré les tentatives de la DOT de Bouira d'apaiser les esprits afin de permettre le fonctionnement normal de la station d'internet 4G installée dans la localité de Tiaassassine.

"Nous avons envoyé tout un rapport sur cette situation à la direction générale pour expliquer la nature du problème", a indiqué le même responsable.

APS

BEM:

Plus de 57.000 candidats attendus à Alger

Plus de 57.000 candidats sont attendus, aujourd'hui, aux épreuves du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), session 2019, à travers 173 centres d'examen, ont indiqué jeudi les trois directions de l'Éducation (est, ouest et centre) de la wilaya d'Alger.

Cinquante sept mille cent trente trois (57.133) candidats passeront les épreuves du BEM, à travers 173 centres d'examen relevant des trois directions de l'Éducation de la wilaya d'Alger (est-ouest-centre), lesquels seront encadrés par 12.966 encadreurs. Douze mille neuf cent soixante quatorze (12.974) élèves seront au rendez-vous pour passer les épreuves du BEM, à l'instar de leurs camarades des autres wilayas

du pays, a déclaré à l'APS, le Secrétaire général de la Direction de l'Éducation d'Alger-Centre, M. Zer-rar Rachid, affirmant que "toutes les conditions et préparatifs étaient fin prêts pour les accueillir".

Les élèves concernés par l'examen seront répartis à travers 41 centres d'examen, a-t-il indiqué, faisant état de 662 candidats libres devant passer les épreuves du BEM, lesquels seront encadrés par 3.720 encadreurs. Tous les préparatifs ont été finalisés en termes de transport et de restauration, a-t-il assuré.

Pour sa part, Mme Sonia Gaid, directrice de l'Éducation d'Alger-ouest a affirmé que tous les moyens matériels et humains étaient assurés pour garantir le bon dérou-

lement de cet examen pour lequel 22.261 candidats sont attendus, à travers 66 centres d'examen et 5234 encadreurs mobilisés. Concernant la direction de l'Éducation d'Alger-est, 21.898 candidats, dont 11.828 filles, se présenteront aux épreuves du BEM pour l'année scolaire (2018/2019), répartis à travers 66 centres d'examen, a indiqué le SG de la direction de l'Éducation, M. Omari Aissa. Le nombre des candidats libres qui se présenteront aux épreuves du BEM s'élève à 26 candidats, tandis que celui des candidats relevant des établissements de rééducation s'élève à 96 candidats, lesquels seront supervisés par 4.941 encadreurs mobilisés à cet effet.

SÛRETÉ NATIONALE :

Quelque 13.000 policiers mobilisés pour sécuriser les épreuves du BEM

Un total de 12954 policiers ont été mobilisés à travers tout le territoire national pour garantir le bon déroulement des épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour l'année scolaire 2018-2019 qui débuteront aujourd'hui, a indiqué samedi un communiqué de la Direction générale de

la sûreté nationale (DGSN).

"Les forces de police se déploieront sur le terrain notamment au niveau du périmètre extérieur des centres d'examen et assureront l'acheminement et la distribution en toute sécurité des sujets d'examen à travers tous les centres ainsi que

le transport des copies vers les centres de collecte", précise le communiqué.

"Des patrouilles mobiles et pédestres des éléments de police ont été également mobilisées parallèlement à la période du début des examens durant laquelle une grande affluence des candidats

accompagnés de leurs parents est enregistrée, et ce pour garantir la fluidité routière au niveau des principaux axes menant aux centres d'examen et interdire le stationnement des véhicules près des centres d'examen", ajoute-t-on de même source.

ZIMBABWE:

Le président promet une monnaie propre au pays

Le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a estimé vendredi nécessaire de doter le pays de sa "propre monnaie", après l'abandon en 2009 de sa devise. "En tant que pays, nous devrions avoir notre propre monnaie (...). Un pays ne peut pas se développer en utilisant des devises d'autres pays, sans sa propre monnaie", a déclaré le chef de l'Etat dans une banlieue d'Harare.

Le Zimbabwe, qui traverse depuis près de deux décennies une grave crise économique financière, a abandonné en 2009 le dollar zimbabwéen, dévalué par une hyperinflation, au profit du dollar américain.

Mais les précieux billets verts se sont faits de plus en plus rares, au point d'étrangler l'économie. Les dollars peuvent être obtenus dans le cas où "vous vendez des biens à l'étranger, si des gens de la diaspora vous en envoient ou quand des investisseurs les apportent". Mais l'opération n'a eu jusque-là pour seul effet que de relancer l'inflation (75% sur un an en avril). "Quand on va se coucher, la parité est de 1 dollar pour 5 RTGS, le lendemain elle est passée de 1 à 6, le surlendemain de 1 à 7 et ainsi de suite. Et le prix du pain augmente en fonction du taux de change", a ajouté le président Mnangagwa.

En 2016, devant la pénurie de dollars américains, le gouvernement avait introduit des "bonds notes", des obligations d'Etat de la même valeur que les billets verts. Mais l'opération a échoué. La valeur des "bonds notes" s'est écroulée, l'inflation a repris et provoqué, ces derniers mois, le retour des pénuries de produits de base comme le pétrole, le sucre ou la farine.

En début d'année, Emmerson Mnangagwa espérait assécher le marché noir en laissant flotter les "bonds notes", rebaptisés dollars RTGS (real time gross settlement). Mais l'opération n'a eu jusque-là pour seul effet que de relancer l'inflation (75% sur un an en avril). "Quand on va se coucher, la parité est de 1 dollar pour 5 RTGS, le lendemain elle est passée de 1 à 6, le surlendemain de 1 à 7 et ainsi de suite. Et le prix du pain augmente en fonction du taux de change", a ajouté le président Mnangagwa.

"On va arriver à un stade où vous pourrez avoir en poche des dollars américains ou des livres britanniques et quand vous achetez, vous recevrez en échange la monnaie que l'on va introduire", a-t-il promis. "On vous informera en temps voulu" de la date de son introduction, a-t-il ajouté sans plus de précision. Arrivé au pouvoir fin 2017, Emmerson Mnangagwa s'est fixé comme priorité de relancer l'économie. En septembre, son ministre des Finances Mthuli Ncube avait annoncé sa volonté de réintroduire le dollar zimbabwéen, sans avancer de calendrier.

Les Bourses européennes terminent la semaine en hausse

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, malgré des chiffres de l'emploi américain décevants, aidées notamment par Wall Street. Les analystes estiment qu'après la décision de la Banque centrale européenne (BCE) de repousser à la mi-2020 l'heure de relever ses taux, "ce n'est pas l'économie qui rassure les investisseurs, mais la conviction qu'on est parti pour un cycle long de taux bas et d'anticipation de baisses de taux".

Selon eux, "tous les chiffres qui sont mauvais en ce moment confortent le marché dans l'hypothèse que les taux vont baisser aux Etats-Unis et en Europe". C'est notamment le cas des chiffres allemands pour avril, avec un net recul de la production industrielle (-1,9%) et un excédent commercial en baisse, ou des chiffres de créations d'emplois aux Etats-Unis, très inférieurs aux attentes en mai. L'Eurostoxx 50 a gagné 1,20%.

A Londres, l'indice FTSE-100 des principales valeurs a gagné 0,99% à 7.331,94 points. Le secteur de la distribution a été à la peine après la publication d'une nouvelle étude sectorielle négative pour les ventes au détail au mois de mai au Royaume-Uni. A Francfort, le Dax a gagné 0,77% à 12.045,38 points.

A Paris, l'indice CAC 40 a terminé en hausse de 1,62% à 5.364,05 points. Ailleurs en Europe, la Bourse de Milan a pris 0,91%, Madrid 0,73%, la Bourse suisse 0,69%. Amsterdam a augmenté de 1,09%, Lisbonne de 1,00% et Bruxelles de 0,50%. A Wall Street, les indices évoluaient en nette hausse à la mi-séance: le Dow Jones Industrial Average montait cet après-midi 1,11%, à 26.006,25 points, l'indice élargi S&P 500 de 1,19%, à 2.877,30 points et l'indice Nasdaq, à forte coloration technologique, de 1,71%, à 7.746,14 points.

APS

RAMADHAN

Défaut de facturation décelée dans la région Ouest : 38 millions DA de chiffre d'affaires dissimulés

Un défaut de facturation a été décelé durant les deux premières décades du mois de Ramadhan par les services de la direction régionale du Commerce d'Oran, ayant révélé un chiffre d'affaires dissimulé de 38 millions DA, a-t-on appris auprès de l'administration à dimension régionale.

"Pas moins 22 PV ont été dressés à l'encontre de commerçants contrevenants, lors de 2.503 interventions enregistrées en matière de lutte contre les pratiques commerciales, durant ces deux décades", a indiqué à l'APS, le chef de service chargé de la planification et suivi des activités commerciales, Fouad Helaili, précisant que la plupart des infractions étaient liées au défaut de publicité, à l'affichage des prix et aux ventes sans facture.

En matière de qualité, le bilan partiel de la direction, pour la période allant du 6 au 25 mai passé, fait état de plus de 1.957 interventions par les agents de contrôle, qui ont établi 39 PV de poursuite judiciaire, a-t-on ajouté. Les infractions relevées ont porté



sur le défaut d'étiquetage, l'absence d'hygiène et d'autoccontrôle au niveau des unités de transformation. Plus de 900 agents de

contrôle ont été mobilisés durant cette période du mois de Ramadhan. La direction régionale du commerce d'Oran regroupe les

directions de Commerce des wilayas d'Oran, de Sidi Bel-Abbes, de Mostaganem, Ain Témouchent et Tlemcen, rappelle-t-on.

PÉTROLE:

Le panier de l'Opep à 60,88 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé à 60,88 dollars le baril, contre 61,04 dollars mercredi dernier, a indiqué l'Opep sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Les cours de l'or noir ont terminé la semaine en hausse en attendant une réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a fini à 63,29 dollars à Londres, en hausse de 1,62 dollar par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril de WTI pour le contrat de juillet a gagné 1,40

dollar à 53,99 dollars. Une réunion ministérielle de l'Organisation et ses partenaires est attendue pour les prochaines semaines à Vienne (Autriche), et devra porter sur les mesures à prendre pour le second semestre de 2019.

Jeudi, le ministre de l'Energie de l'Arabie Saoudite et celui de la Russie se sont rencontrés en tête-à-tête et ont fait part de leur confiance. "Nous avons eu une très bonne rencontre", a assuré Alexandre Novak, cité par l'agence RIA Novosti en marge du Forum de Saint-Petersbourg. "Nous nous sommes mis d'accord pour adopter des mesures communes et coordonnées que nous allons proposer aux autres pays signataires", a-t-il ajouté. Le ministre saoudien Khaled al-Faleh a affirmé être "sûr" que l'accord serait renouvelé, tandis que M. Novak a affirmé qu'il était "nécessaire d'observer le marché avant de décider de renouveler ou de réduire les baisses de production", selon des propos rapportés par l'agence Bloomberg.

L'Opep et ses dix autres partenaires non membre de l'organisa-

tion, la Russie à leur tête, se sont accordés depuis 2016 à réduire leur quotas afin de réguler les prix du pétrole dans le monde en maintenant un équilibre du marché notamment entre l'offre et la demande. En décembre 2018, ils avaient convenu d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils/jour à partir du 1er janvier 2019, pour une période de six mois, avec une réduction de 800.000 barils/jour par l'Opep et de 400.000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. Le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMMC) a réaffirmé suite à sa 14ème réunion tenue en mai en Arabie saoudite son engagement à réaliser un marché équilibré et à œuvrer de manière durable pour la stabilité du marché pétrolier avec des fondamentaux solides. Ce Comité est composé de l'Arabie Saoudite, la Russie, l'Algérie, les Emirats arabes unis, l'Iraq, le Kazakhstan, le Koweït, le Nigéria et le Venezuela. La 15e réunion du JMMC devrait avoir lieu en juin 2019 au secrétariat de l'OPEP à Vienne (Autriche).

ZONE EURO:

Nette baisse des taux d'emprunt

Le marché obligataire européen s'est très fortement détendu vendredi, entraînant les taux allemand et français à 10 ans à des niveaux historiquement bas, sur des perspectives de croissance et d'inflation durablement modérées.

Le taux d'emprunt à 10 ans de l'Allemagne a inscrit un nouveau record, refluant à -0,258% contre -0,240% jeudi à la clôture du marché secondaire, où

s'échange la dette déjà émise. Le rendement de même maturité de la France s'est aussi considérablement détendu, atteignant un plus bas depuis juillet 2016, à 0,083% contre 0,113%.

Celui de l'Espagne a également reculé à 0,55% contre 0,606%, à l'instar de celui de l'Italie à 2,356% contre 2,487%. Le taux du Royaume-Uni a baissé à 0,812% contre 0,824%.

Aux Etats-Unis, le ren-

dement à 10 ans baissait à 2,077% contre 2,117%, tout comme celui à 30 ans à 2,574% contre 2,613%. Celui à deux ans s'établissait de son côté à 1,829% contre 1,878%. Dans les périodes d'incertitude, les investisseurs ont tendance à se tourner vers les obligations d'Etat, qui jouent le rôle de valeurs refuge, en particulier les dettes allemande et américaine, et à délaissier les actifs plus risqués. Avec

pour conséquence, une baisse des rendements obligataires. Toutefois, cela devrait "redonner un peu de marge budgétaire" aux Etats qui émettent de la dette à des niveaux très bas, soulignent des analystes expliquant que le ralentissement de la croissance mais surtout les perspectives d'inflation très basse étaient les deux catalyseurs de ce mouvement de détente sur le marché obligataire.

ACCORD UE/MERCOSUR: "Il reste encore du travail", selon la Commission européenne

La Commission européenne a prévenu vendredi qu'il restait "encore du travail" avant d'aboutir à un accord commercial entre l'Union européenne (UE) et le marché commun des pays de l'Amérique du Sud (Mercosur), que les présidents argentin et brésilien disent "imminent".

"La Commission européenne salue et partage l'engagement politique du Mercosur et sa volonté de mener à bien les négociations commerciales en cours", a déclaré une porte-parole de l'exécutif européen.

Mais "pour ce faire, il reste encore du travail à faire au niveau technique", a-t-elle ajouté. "Certaines questions, y compris des demandes clés de l'UE, restent en suspens", a précisé cette source.

Les négociations sur un accord commercial entre le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) et l'UE, qui serait le plus important du monde, ont commencé en 1999.

A plusieurs reprises, les deux parties avaient déclaré être proches d'un accord final sans y parvenir.

Mais dans une déclaration conjointe jeudi avec son homologue argentin Mauricio Macri, le président brésilien Jair Bolsonaro a affirmé que la signature d'un accord Mercosur-UE était "imminente".

"Nous serons tous gagnants avec un tel accord: le Brésil, l'Argentine et les autres pays du bloc", a-t-il souligné.

De son côté, M. Macri a



indiqué que les deux blocs étaient "très proches d'un accord".

Les discussions ont pris un nouvel élan avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en 2017, puis se sont encore intensifiées avec l'arrivée au pouvoir de M. Bolsonaro fin 2018.

"Il est vrai que ces six derniers mois, nous avons fait

d'énormes progrès des deux côtés", a affirmé jeudi la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström, pour qui il n'est "pas impossible" que l'accord puisse être conclu avant la fin de cette Commission le 31 octobre.

"Il reste encore, comme toujours, des points difficiles et des sensibilités", a-t-elle

cependant ajouté, citant "l'agriculture".

Les Sud-Américains espèrent conclure les discussions avant la présidentielle argentine du 27 octobre, car la réélection de Mauricio Macri est loin d'être acquise, et ils redoutent qu'un accord soit impossible en cas de victoire de l'opposition, peu favorable au libre-échange.

OCDE:

La mise en œuvre de l'initiative sur la transparence fiscale produit des résultats concrets

Les efforts déployés par la communauté internationale pour accroître la transparence au moyen de l'échange automatique de renseignements sur les comptes financiers améliorent la discipline fiscale et génèrent des résultats tangibles pour les Etats du monde entier, a indiqué vendredi l'OCDE.

Cette affirmation est le fruit de la participation de plus de 90 juridictions à une initiative mondiale en faveur de la transparence sous l'égide de la Norme commune de déclaration (NCD) établie par l'OCDE depuis 2018.

Ces juridictions ont échangé des renseignements sur 47 millions de comptes à l'étranger, pour une valeur totale d'environ 4.900 milliards d'euros.

Selon les nouvelles données de l'OCDE, l'initiative d'échange automatique de renseignements fut concrétisée par 4 500 relations bilatérales et représente le "plus vaste" mouvement d'échange d'informations fiscales de l'histoire, et marque "l'apogée" de plus de deux décennies d'efforts internationaux pour contrer la fraude fiscale.

Dans une déclaration, le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, a affirmé que la communauté internationale a atteint un niveau de transparence fiscale "sans précédent" qui, selon lui, "aura des retombées concrètes sur les recettes publiques et sur les services qu'elles financent dans les années à venir".

"Les initiatives en faveur de la transparence que nous avons conçues et déployées via le G20 ont levé le voile sur l'existence de fonds extraterritoriaux

très abondants qui peuvent désormais être dûment imposés par les autorités fiscales du monde entier", a-t-il ajouté, indiquant que l'analyse continue des activités financières transfrontières "montre d'ores et déjà combien les normes internationales d'échange automatique de renseignements renforcent la discipline fiscale".

Ainsi, selon les nouvelles données de l'OCDE, la divulgation volontaire de comptes, d'actifs financiers et de revenus à l'étranger intervenue en amont du déploiement à grande échelle de l'initiative d'échange automatique de renseignements "a permis de mobiliser plus de 95 milliards EUR de recettes supplémentaires (impôts, intérêts et pénalités) pour les pays de l'OCDE et du G20 sur la période 2009-2019".

Les dépôts détenus par des entreprises ou par des personnes physiques dans plus de 40 grands centres financiers internationaux (CFI) ont "considérablement" augmenté entre 2000 et 2008, culminant à 1.600 milliards dollars à la mi-2008.

"Ces dépôts ont chuté de 34 % au cours de la dernière décennie, soit une diminution de 551 milliards dollars, à mesure que les pays adhéraient à des normes de transparence plus strictes", a expliqué l'OCDE, soulignant qu'une grande partie de cette baisse (les deux tiers environ) est due au déclenchement de l'initiative d'échange automatique de renseignements.

"Des rentrées fiscales encore plus conséquentes sont attendues à mesure que les pays continuent de traiter les

informations reçues par recoupement de données et avec d'autres outils d'analyse. Nous nous rapprochons vraiment d'un monde où les fraudeurs n'auront plus nulle part où se cacher", a encore indiqué le SG de l'OCDE.

Le football professionnel rapporte à l'économie belge plus de 600 millions d'euros (étude)

Le football professionnel en Belgique a rapporté, au titre de la saison dernière, plus de 600 millions d'euros à l'économie du pays, selon une nouvelle étude relayée par les médias.

Sur la saison 2017-2018, le championnat de football belge, soit la D1A et la D1B, a contribué à hauteur de 615 millions d'euros à l'économie du pays, estime le cabinet d'audit et de conseil belge "Deloitte" qui a réalisé cette étude en collaboration avec la Pro League.

L'étude qui intègre pour la deuxième année d'affilée l'"impact socio-économique" de la Pro League sur l'économie belge, fait état d'une contribution en baisse de 9 % par rapport à la saison précédente (2016-2017), où l'apport du football pro était estimé à 669 millions.

Deloitte et la Pro League attribuent cette baisse au résultat net des transferts, qui ont rapporté moins (73,3 millions d'euros) aux clubs en 2017-2018 que l'année précédente (97,1 millions), sachant que les finances des clubs reposent en grande partie sur les plus-values réalisées via la vente de joueurs.

CANADA: Le chômage au plus bas depuis 1976 à 5,4%

L'économie canadienne a poursuivi sur sa lancée en mai en créant 27.700 emplois et le taux de chômage a diminué de 0,3 point à 5,4%, le plus faible depuis 1976, année où des données comparables sont devenues disponibles, a annoncé vendredi l'institut "Statistique Canada".

Ces créations d'emplois, tous à temps plein, ont surpris les économistes qui s'attendaient plutôt à une perte de 15.000 emplois en mai au Canada, après les solides chiffres du mois d'avril (+107.000).

Cependant, le recul du chômage en mai s'explique essentiellement par une diminution considérable du nombre de personnes en quête de travail (-49.000), a indiqué Statistique Canada dans un communiqué.

De plus, les emplois créés étaient attribuables aux auto-entrepreneurs et autres travailleurs indépendants, tandis que des reculs étaient enregistrés dans les secteurs public et privé.

L'emploi a connu une hausse chez les hommes du principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans), alors qu'il a peu varié chez les femmes de ce même groupe d'âge ainsi que chez les 55 ans et plus.

En revanche, il a diminué chez les jeunes de 15 à 24 ans, a précisé Statistique Canada.

En mai, un plus grand nombre de personnes travaillaient dans les soins de santé et l'assistance sociale, les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que le transport et l'entreposage.

A l'inverse, l'emploi a diminué dans les services aux entreprises, ainsi que dans l'hôtellerie et l'administration publique.

Ces chiffres sur l'emploi s'ajoutent à une série d'indicateurs récents encourageants pour l'état de santé de l'économie canadienne, notent les économistes.

En avril, la banque centrale canadienne avait revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie nationale pour 2019, à 1,2% en rythme annuel, contre 1,7% encore prévu en janvier.

BOUIRA:

Un mort et un blessé dans un accident de la route à Sour El-Ghouzlane

Une personne a trouvé la mort vendredi après-midi et une autre a été blessée dans un accident de la route survenu sur la nationale N 8 reliant Sour El-Ghouzlane à Dirah (Sud de Bouira), a-t-on appris auprès des services de la protection civile de la wilaya.

L'accident s'est produit suite au dérapage d'une voiture touristique dont le conducteur a voulu éviter une collision avec un camion.

"Un homme âgé de 38 est mort sur le coup, tandis qu'un autre a été grièvement blessé, ce qui a nécessité son évacuation à l'hôpital de Sour El-Ghouzlane pour recevoir les soins", ont expliqué les services de la protection civile à l'APS.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

ANNABA:

Repêchage du corps d'un jeune mort noyé sur une plage rocheuse non surveillée

Le corps sans vie d'un jeune mort noyé a été repêché au large d'une plage rocheuse non surveillée de la ville d'Annaba, a-t-on appris jeudi auprès des services de la Protection civile.

Issu de la cité Boukhadra de la commune d'El Bouni, ce jeune, âgé de 19 ans, a trouvé la mort par noyade mercredi après-midi à la plage «Ezzoun» de la corniche de la ville d'Annaba, a précisé la même source, détaillant que des citoyens, présents sur les lieux, sont intervenus pour récupérer le corps de la victime.

L'équipe médicale de la brigade de la Protection civile, dépêchée sur le lieu, a tenté vainement de réanimer la victime avant de déclarer le décès, a assuré la source.

La dépouille de ce jeune a ensuite été transférée à la morgue de l'hôpital Ibn Roched relevant du Centre hospitalo-universitaire d'Annaba.

De leur côté, les services de la Sûreté territorialement compétents, ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

EL TARF:

Décès d'un deuxième baigneur dans une plage non gardée à El Ouinet

Un jeune baigneur est décédé au niveau d'une plage non gardée à proximité d'El Ouinet, dans la daïra d'El Kala, juste après son repêchage par les éléments de la protection civile, a-t-on appris jeudi auprès des services de ce corps constitué.

Selon la même source, cette deuxième victime, âgée de 17 ans, a rendu l'âme jeudi après son repêchage mercredi par les éléments de la protection civile, après la mort, par noyade, de son cousin, un jeune de 15 ans, dans la même journée. La dépouille a été acheminée vers la morgue de l'hôpital d'El Kala pour les besoins de l'autopsie, a-t-on noté, rappelant que les deux victimes étaient originaires de la commune frontalière de Bouhadjar.

Les services de la protection civile sont intervenus jeudi matin pour acheminer le corps sans vie d'un pêcheur retrouvé mort sur une plage non gardée située près de Cap Rosa à El Kala, a-t-on signalé.

Des enquêtes sont ouvertes par les services compétents pour déterminer les causes de ces drames.

SIDI BEL-ABBÈS:

Les bénéficiaires de foncier revendiquent l'accélération des travaux de réhabilitation de la nouvelle zone industrielle

Les bénéficiaires de foncier dans le cadre de contrats de concession réclament l'accélération des travaux de réhabilitation de la nouvelle zone industrielle de Sidi Bel-Abbès et son raccordement aux différents réseaux.

Les bénéficiaires, au nombre de 40, ont insisté sur la réhabilitation de cette zone industrielle qui s'étend sur une superficie de 60 hectares et son raccordement aux réseaux d'électricité et d'eau pour pouvoir lancer l'opération de concrétisation de leurs projets d'investissement.

Un investisseur dans la fabrication de médicaments ayant bénéficié d'un terrain dans cette zone industrielle s'interroge sur le retard de l'opération de réhabilitation qui entrave la concrétisation de son projet d'investissement.

Une demande a été adressée au wali, Ahmed Abdelhafid Saci, pour répondre aux préoccupations des bénéficiaires du foncier industriel et activer la réhabilitation de la nouvelle zone industrielle de Sidi Bel-Abbès.

A ce titre, le directeur de l'industrie de la wilaya, Abdelkader Mebarki, a affirmé que le ministère de tutelle a chargé une nouvelle entreprise de l'aménagement de la



nouvelle zone industrielle de Sidi Bel-Abbès après résiliation du contrat avec une première entreprise dont les travaux ont été suspendus pour des problèmes techniques.

Une autre entreprise sera désignée pour la poursuite du travail et

achever l'opération d'aménagement de la nouvelle zone industrielle le plutôt possible et sa dotation de différents services à la disposition des investisseurs bénéficiaires de contrats de concession, a-t-on fait savoir.

DJELFA:

Des associations assurent gîte et couvert aux candidats libres du baccalauréat

Des associations de la wilaya de Djelfa ont initié depuis quelque temps, une tradition consistant à assurer, à chaque fin d'année scolaire, gîte et couvert aux candidats libres du baccalauréat, appelés à passer leurs épreuves dans des centres d'examen éloignés de leurs lieux de résidence.

Le groupe scout «Si Ameur Mahfoudhi» de la commune de Dar Chioukh (42 km à l'Est de Djelfa), qui en fait partie, se prépare déjà, en conséquence, soutenu par des dons de nombreux bienfaiteurs,

grâce à qui ils pourront prendre en charge la restauration de nombreux candidats libres au Bac, dont l'hébergement sera assuré au niveau d'un établissement éducatif.

«Il s'agit là d'une tradition initiée par notre groupe depuis une quinzaine d'années, avec le soutien de bienfaiteurs, grâce à qui nous pouvons assurer gîte et couvert à ces candidats, éloignés de chez eux lors des examens, en une période cruciale de leur vie», a souligné le président de ce groupe scout Bahlouli Sahraoui. Outre

cette action caritative consistant à éviter aux candidats au bac le stress des transports, ou de la quête d'un gîte hypothétique, durant les jours de cet examen salubre, le groupe scout «Si Ameur Mahfoudhi» a, également, à son actif de nombreuses autres initiatives de solidarité, représentées, entre autres, par une offre quotidienne, durant le mois sacré du Ramadhan, d'une moyenne de 170 à 200 plats d'Iftar à des personnes de passage sur l'axe de la RN 46 traversant la zone urbaine de Mouileh.

D'autres initiatives similaires sont, également, organisées un peu partout dans la wilaya, dont particulièrement à Hassi Bahbah, Ain Ouessara et Djelfa, où des associations et des personnalités locales se préoccupent, au plus haut point, du bien-être des candidats libres au baccalauréat.

Ces initiatives des associations sont soutenues par les populations locales, qui accueillent les candidats libres au baccalauréat comme des «invités de marque».

FIÈVRE APHTEUSE:

550 éleveurs de la wilaya de Tlemcen seront indemnisés

Quelque 550 éleveurs de la wilaya de Tlemcen seront indemnisés des pertes causées par la fièvre aphteuse ayant touché des têtes ovines et caprines en décembre dernier, a-t-on appris auprès de la Direction locale des services agricoles.

Les éleveurs concernés par l'opération d'indemnisation ont déposé des dossiers auprès des services concernés.

Ces dossiers ont été approuvés avec à l'appui des procès-verbaux confirmant les cas de pertes du bétail à cause de la fièvre aphteuse, a indiqué l'inspecteur principal vétérinaire, Daheur Djamel.

Le montant global d'indemnisation est estimé à plus de 29 millions DA, a-t-il dit, précisant que l'opération sera lancée dans les prochains jours. Les ovins et caprins âgés de moins de 3 mois seront indemnisés à raison de 1.000 DA par tête, 10.000 DA par tête de bétail âgé de 3 à 10



mois et 20.000 DA pour ceux âgés de 11 à 18 mois et enfin 30.000 DA pour le bétail de plus de 18 mois, a-t-il détaillé. La fièvre aphteuse a causé la perte de 11.674 têtes ovines et caprines, entre décembre et février derniers, a estimé M. Daheur. Pour enrayer cette zoonose, quelque 26.400 doses de vaccins ont été mises

à la disposition des services concernés entre février et mai derniers, ce qui a permis la vaccination de 26.029 têtes ovines et caprines.

Durant la même période, 360.000 doses de vaccins contre la peste des petits ruminants ont été distribuées permettant la vaccination de 264.107 têtes de petits ruminants.

94 vétérinaires ont assuré les campagnes de vaccination.

Les deux zoonoses (la fièvre aphteuse et la peste des petits ruminants) ont été maîtrisées après que l'opération de vaccination ait touché 387 communes, a tenu à rassurer Daheur Djamel, ajoutant que l'opération de vaccination se poursuit jusqu'à fin juin courant.

Par ailleurs, 19.244 bovins ont été vaccinés, entre mars et mai derniers contre la fièvre aphteuse et 5.404 têtes contre la rage touchant les bovins.

DJELFA: Organisation prochaine de journées de formation pour la gestion des déchets médicaux

La Maison de l'environnement de Djelfa envisage l'organisation prochaine de journées de formation pour une meilleure gestion des déchets médicaux, a-t-on appris du responsable de cette structure, Lamine Bettache.

Dans une déclaration à l'APS, M. Bettache a indiqué que "la Maison de l'environnement organise depuis un moment des sessions de formation et des rencontres autour de différentes thématiques au profit des franges de la société, notamment les associations activant dans le domaine de l'environnement, auxquelles un événement est prévu prochainement relatif à la meilleure gestion des déchets médicaux".

Cet événement intervient au moment où les regards sont souvent orientés vers la propreté de l'environnement et la gestion des déchets ménagers, alors que les moyens de traitement, de collecte, d'enfouissement ou d'élimination des déchets médicaux sont involontairement écartés, partant, loin de la sensibilisation et des formations, a-t-il estimé.

Ces journées de formation pour la gestion des déchets médicaux prévues par la Maison de l'environnement seront organisées au profit du personnel des hôpitaux chargé de gérer ce type de déchets ainsi qu'aux



associations et entreprises privées intéressées par la thématique.

En parallèle à cette activité, la Maison de l'environnement s'attèlera, selon le même responsable, à intensifier son action de sensibilisation auprès des citoyens, notamment à la veille de la saison estivale où il est impératif de préserver la propreté de

l'environnement et des lieux de détente. Elle s'emploiera également à consacrer la culture de la préservation de l'environnement auprès des petits et des jeunes adhérents aux scouts et aux associations, ces jeunes devant représenter leurs wilayas de la meilleure façon qui soit au niveau des côtes algériennes.

TISSEMSILT: 3 blessés dont un grave dans un accident de la route

Trois personnes ont été blessées à des degrés différents de gravité dans un accident de la circulation, survenu vendredi sur le chemin de wilaya (CW 15) reliant les communes de Tissemsilt Ouled Bessam, a-t-on appris du chargé d'information à la direction de wilaya de la protection civile.

Le lieutenant Abdelkader Benchohra a indiqué à l'APS que l'accident s'est produit à proximité du village "Oum El Alou" relevant de la commune de Tissemsilt suite au renversement d'un véhicule touristique faisant trois blessés âgés entre 23 et 28 ans dont un dans état grave.

Les blessés ont été transférés au service des urgences de l'Etablissement public hospitalier (EPH) du chef-lieu de wilaya, selon la même source, qui a souligné que le blessé grave est dans un état comateux et que les deux autres pourront quitter l'hôpital incessamment.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ Mascara: arrestation de quatre mineurs auteurs présumés d'un crime

Les éléments de la brigade de police judiciaire de la Sûreté de daïra de Oued El Abtal ont arrêté jeudi soir quatre mineurs âgés de 17 ans impliqués dans un homicide volontaire avec préméditation dont a été victime un trentenaire, a-t-on appris vendredi de la cellule d'information de la sûreté de wilaya de Mascara.

A la fin du mois de mai prochain, la Sûreté de daïra de Oued El Abtal a reçu une information selon laquelle une personne a été admise aux urgences de l'hôpital de Oued El Abtal présentant des blessures par un objet contondant puis transférée à l'établissement hospitalier de Tighennif où elle a succombé, a indiqué la même source.

Une enquête sur cette affaire a permis d'identifier et d'arrêter trois suspects âgés de 17 ans et un acolyte du même âge et de récupérer un couteau, arme du crime dans une bagarre où la victime a reçu un coup au ventre, a-t-on ajouté.

Les auteurs présumés du meurtre ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tighennif qui a décidé de les placer en détention en attendant leur procès.

MOSTAGANEM: Découverte d'un corps à la côte-est (garde-côtes)

Un pêcheur a découvert, vendredi au littoral-est de Mostaganem, un corps inanimé d'une jeune femme âgée entre 25 et 30 ans, a-t-on appris du groupement territorial des garde-côtes. Aussitôt alertées, les unités flottantes des garde-côtes sont intervenues à la plage de Petit port dans la commune de Sidi Lakhdar pour repêcher à 2 miles le corps en décomposition partielle, qui fut ensuite déposé à la morgue de l'établissement hospitalier "Hamadou Hocine" de la commune de Sidi Ali, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, les vagues ont rejeté, vendredi dans la plage Chaabet Nacira dans la commune de Mazaghran, le corps non identifié d'un trentenaire en décomposition, qui a été transféré vers la morgue de l'hôpital "Ernesto Che Guevara" de Mostaganem, a-t-on encore fait savoir. Il s'agit du troisième corps rejetés par la mer en 24 heures au littoral mostaganémois.

Un corps sans âme d'un trentenaire a été découvert jeudi à 2 miles de la plage de Stidia, a-t-on rappelé.

APS

MOSTAGANEM: Un corps sans vie retrouvé au large



Un corps sans vie a été retrouvé jeudi au large de Mostaganem, a-t-on appris du groupement territorial des garde-côtes. Les unités flottantes des garde-côtes ont retrouvé ce corps non encore identifié à deux miles marins (4 km) au nord de la commune de Stidia (20 km à l'ouest de Mostaganem), a-t-on indiqué. Les mêmes unités ont repêché ce corps de sexe masculin d'une trentaine d'années qui a été transféré vers le port de Mostaganem et les unités de secours relevant de la protection civile l'ont déposé en état avancé de décomposition à la morgue de l'hôpital «Ernesto Che Guevara» de Mostaganem, a-t-on fait savoir.

OUM EL-BOUAGHI: 1 mort et 2 blessés dans un accident de la route à Ain Kercha (protection civile)

Un jeune a trouvé la mort et deux autres personnes ont été blessées dans un accident de la route survenu jeudi dans la commune d'Ain Kercha, wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris auprès de la protection civile.

L'accident a eu lieu suite à un carambolage impliquant trois véhicules à proximité de la station d'essence 'Ouchène' située sur la routes nationale n 100,

dans la commune d'Ain Kercha, a-t-on indiqué de même source. L'accident a causé la mort d'un jeune homme (34 ans) et des blessures à deux autres (30 ans et 37 ans), évacués par les pompiers à la polyclinique de cette collectivité locale.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les causes et les circonstances de l'accident.

LA MER FAIT SES PREMIÈRES VICTIMES À ORAN : 2 corps de noyés repêchés et une autre personne secourue

Les éléments de la protection civile de la wilaya d'Oran ont repêché, vendredi soir, deux corps sans vie, noyés en mer, lors de deux opérations distinctes comme ils ont secouru une troisième personne, sur une plage rocheuse non surveillée à Kristel, dans la commune de Gdyl, à l'Est d'Oran, a-t-on appris samedi de cette institution.

Les deux victimes sont âgées respectivement de 19



ans et 31 ans. Le troisième baigneur secouru est âgé de 35 ans. Il a reçu les premiers soins sur place, a-t-on ajouté. Les dépouilles des deux victimes ont été déposées à la morgue de l'hôpital d'El Mohguen (Arzew).

Les services de la protection civile ont mobilisé pour chaque opération six plongeurs et 11 agents de différents grades ainsi que deux zodiacs et une ambulance.

TURQUIE: Plus de 37.000 migrants en situation irrégulière arrêtés en 5 mois

Plus de 37.000 migrants irréguliers ont été arrêtés dans le nord-ouest de la Turquie au cours des cinq (5) premiers mois de l'année 2019 alors qu'ils tentaient de se rendre de manière irrégulière sur le territoire de l'Union Européenne (UE).

Les policiers, gendarmes et soldats de la province d'Edirne, dans le nord-ouest de la Turquie, "ont intercepté 37.229 migrants irréguliers au cours des 5 premiers mois de 2019, a rapporté cette semaine, l'agence Anadolu (AA).

Ce chiffre représente plus du double du nombre de migrants arrêtés pendant la même période de l'année précédente, soit 15.530.

Cette région n'a jamais connu un nombre aussi important d'arrestations en ce qui concerne la migration clandestine.

Selon les informations recoupées par l'agence de presse, les migrants irréguliers sont de plus en plus nombreux à tenter de se rendre en Europe depuis la Turquie.

Fin décembre dernier, les autorités turques ont arrêté 109 migrants en situation irrégulière ainsi que 3 passeurs à Izmir (ouest) alors qu'ils se préparaient à quitter le pays, avait rapporté l'agence DHA. Le ministre turc de l'Intérieur, Süleyman Soylu, avait déclaré que 265.000 migrants en situation irrégulière avaient été arrêtés en 2018 en Turquie.

RUSSIE/CAPTURE ILLÉGALE D'ORQUES: Une entreprise de pêche condamnée à une lourde amende



Un tribunal russe a condamné vendredi une entreprise de pêche à une lourde amende pour avoir capturé illégalement des orques et les avoir entassés dans des bassins surpeuplés en Extrême-Orient, rapportent des médias.

Cette société, dont l'activité est de vendre des mammifères marins à des aquariums, est l'une des quatre entreprises retenant en captivité depuis 2018, 10 orques et 87 bélugas dans des bassins près du port de Nakhodka.

Survommée la "prison des baleines", cette installation a suscité une vague d'indignation internationale ces derniers mois en raison des conditions de vie de ces animaux et de leur destination prévue, la Chine, où se développe un réseau de parcs à thème marins.

Un tribunal de Vladivostok a condamné l'entreprise "Biéli Kit" (Baleine Blanche) à une amende de 28,1 millions de roubles (environ 383.000 euros), selon les médias et des militants russes.

Pour Dmitri Lissitsyine, à la tête de l'organisation environnementale Sakhalin Watch qui milite pour la libération des mammifères, c'est la première décision de justice confirmant la capture illégale des cétacés. Il espère un jugement similaire concernant les autres animaux détenus.

Le gouvernement russe avait promis en avril de relâcher les mammifères marins, sans donner plus de précisions. Le ministre russe de l'Environnement, Dmitri Kobyalkine, a affirmé cette semaine que ces animaux marins seraient libérés en "juin ou en août", alors qu'il était précédemment question d'une libération en mai ou juin. La Russie a longtemps été l'un des seuls pays où les mammifères marins peuvent être capturés en plein océan à des fins "pédagogiques", une faille juridique utilisée par les trafiquants pour vendre des animaux à l'étranger, en particulier en Chine.

LIBYE: L'ONU déplore les conditions de détention des migrants en Libye

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est inquiété vendredi "des conditions déplorables" dans lesquelles les migrants et réfugiés sont détenus en Libye.

Les équipes de la haut-commissaire, Michelle Bachelet, qui se sont récemment rendus au centre de détention de Zintan, où sont détenus 654 réfugiés et migrants, décrivent des personnes "gravement mal nourries et assoiffés".

Les détenus sont "enfermés dans des entrepôts surpeuplés dégageant une odeur d'ordures et de déchets provenant de latrines débordantes", a dénoncé, Rupert Colville, porte-parole du HCDH, lors d'un point de presse. Ils ne recevraient qu'un repas de 200 grammes de pâtes simples par jour. Quelque 432 Erythréens détenus dans le centre, dont 132 enfants, n'avaient droit qu'à la moitié de cette portion. Parmi les détenus, figurent 60 personnes atteintes de tuberculose qui ont été enfermées dans un hangar séparé. Trente autres ont été transférées au centre de détention de Gharyan, au sud de Tripoli, tout près de la ligne de front actuelle.

"Ils auraient été envoyés là-bas pour y mourir car il n'y a pas de lieu de sépulture pour les chrétiens à Zintan", a déclaré le porte-parole.

Les conditions qui règnent au centre de détention de Zintan sont assimilables à des peines ou traitements inhumains et dégradants, voire à de la torture, a affirmé Rupert Colville.

En parallèle, des informations font état de disparitions et de traite d'êtres humains, après que des personnes ont été interceptées en mer par les garde-côtes libyens. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 1.224 personnes ont



été renvoyées en Libye par les garde-côtes libyens durant le seul mois de mai. Au total, ce sont plus de 2.300 personnes qui ont été arrêtées jusqu'à présent au large des côtes libyennes et placées dans des centres de détention.

Les garde-côtes libyens ont annoncé que depuis le 30 avril, des centaines de personnes ont été envoyées dans une installation située à Al-Khoms, sous le contrôle du Département de la lutte contre la migration illégale. Cependant, le centre d'Al-Khoms indique qu'il n'y a actuellement que 30 migrants présents, alors que 203 migrants ont été envoyés à cette installation il y a quelques semaines à peine. Pour les services du Haut-commissariat, cette situation est particulièrement préoccupante étant donné les informations, selon lesquelles, des

migrants seraient vendus pour du travail forcé ou remis à des passeurs qui promettent un transit vers l'Europe.

Selon certaines informations, des femmes auraient été vendues en vue d'une exploitation sexuelle.

L'ONU a exhorté le gouvernement d'Union nationale en Libye à lancer immédiatement une enquête indépendante pour retrouver les personnes disparues. L'organisation onusienne a également appelé les autorités libyennes et la communauté internationale à veiller à ce que les migrants et réfugiés retenus dans ces centres de détention soient immédiatement libérés. Quelque 3.400 migrants et réfugiés sont toujours détenus à Tripoli, dont 654 personnes au seul centre de détention de Zintan, selon les chiffres de l'ONU.

CHINE - RUSSIE: Les agences Xinhua et TASS lancent conjointement la première présentatrice de nouvelles à intelligence artificielle parlant russe

L'agence de presse chinoise Xinhua et son homologue russe TASS ont conjointement lancé vendredi à Saint-Petersbourg la première présentatrice de nouvelles à intelligence artificielle parlant russe en vue de célébrer le 70e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Russie. Le personnage à intelligence artificielle, développé et soutenu par Sogou, moteur de recherche et société d'intelligence arti-

cielle chinois, a été dévoilé en présence du président de Xinhua, Cai Mingzhao, et du directeur général de TASS, Sergueï Mikhailov, lors du 23e Forum économique international de Saint-Petersbourg.

La présentatrice de nouvelles à intelligence artificielle a été conçue avec précision sur la base des caractéristiques d'une employée de l'agence TASS, notamment sa voix, la forme de ses lèvres et les expressions de son visage après des études

de réseaux neuronaux. "L'avantage de la présentatrice à intelligence artificielle est qu'elle est capable d'ajuster la forme de ses lèvres, ses mouvements et ses expressions faciales en fonction de ce qu'elle lit, et elle continuera à améliorer ses capacités de présentation par un apprentissage continu.

Plus elle travaillera longtemps, plus ce qu'elle offrira sera précis", a souligné M. Cai. De son côté, M. Mikhailov a déclaré que la

présentatrice à intelligence artificielle était un grand succès et qu'il espérait renforcer sa coopération avec Xinhua dans le domaine de l'intelligence artificielle et d'autres secteurs.

Dans ses efforts pour combiner les technologies de l'intelligence artificielle et la diffusion de nouvelles, Xinhua a déjà lancé précédemment des présentateurs et présentatrices à intelligence artificielle pour les spectateurs de langue chinoise et anglaise.

EBOLA EN RDCONGO: La barre de 2.000 cas franchie

Plus de 2.000 personnes ont contracté le virus Ebola et 1.346 sont décédées depuis la déclaration il y a dix mois de l'épidémie qui sévit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), selon les derniers bulletins du ministère de la Santé.

«Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de 2.008, dont 1.914 confirmés et 94 probables.

Au total, il y a eu 1.346 décès (1.252 confirmés et 94 probables) et 539 personnes guéries», selon le bulletin quo-

tidien du ministère de la Santé diffusé lundi soir.

«Malgré ce cap, les évolutions de ces dernières semaines sont positives bien que la vigilance reste de mise», relatent les autorités sanitaires congolaises. Elles se félicitent de «la réduction du nombre d'attaques ciblé (qui) a permis aux équipes de rattraper une partie de leur retard pour contenir la propagation de l'épidémie», lit-on encore dans le bulletin, même si «la situation sécuritaire reste instable et

imprévisible». Les autorités se réjouissent également d'avoir pu contenir l'épidémie dans les seules provinces du Nord-Kivu et Ituri, sans que des cas ne soient signalés dans des pays voisins.

Il s'agit de la dixième épidémie sur le sol congolais depuis 1976, et de la deuxième la plus grave dans l'histoire de la maladie après les quelque 11.000 morts en Afrique de l'ouest (Liberia, Guinée, Sierra Leone) en 2014.

ETATS-UNIS - MEXIQUE:

Donald Trump annonce qu'il y a «de bonnes chances» de parvenir à un accord avec le Mexique pour éviter les droits de douane

Le président des Etats-Unis, Donald Trump a déclaré vendredi qu'il y avait "de bonnes chances" que les Etats-Unis et le Mexique parviennent à un accord pour éviter les droits de douane sur toutes les importations mexicaines.

"Si nous sommes en mesure de conclure un accord avec le Mexique, et il y a de bonnes chances que nous le fassions, ils commenceront à acheter des produits agricoles à des niveaux très élevés, à partir de maintenant", a tweeté Donald Trump, ajoutant que "si nous ne pouvons pas conclure d'accord, le Mexique commencera à payer des droits de douane à hauteur de 5% à compter de lundi".

Selon Bloomberg, citant un collaborateur de haut rang de la Maison Blanche, les Etats-Unis prévoient de publier vendredi un avis ouvrant la voie aux droits de douane à partir du lundi 10 juin, mais ils pourraient aussi décider de différer cette initiative, les pourparlers au sujet d'une vague d'immigration clandestine se poursuivant.

Une délégation mexicaine de haut niveau conduite par le ministre des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard, est à Washington cette semaine pour s'entretenir avec des responsables américains afin de discuter des droits de douane et de l'immigration. "Je suis optimiste et je pense que nous parviendrons à un accord", a affirmé jeudi le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador.

"Nous avons toujours dit que le



dialogue est ce qu'il y a de mieux". Donald Trump a déclaré la semaine dernière qu'il imposera des droits de 5% sur tous les produits mexicains importés à compter du 10 juin, afin de faire pression sur le pays pour qu'il arrête le flux de migrants sans papiers traversant la frontière, et qu'il augmentera progressivement ces droits jusqu'à ce que le problème soit résolu, suscitant de nombreuses critiques tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger.

"Les droits de douane proposés par le président vont porter préjudice aux travailleurs, aux entreprises et aux consommateurs

américains. Faire usage de la politique commerciale américaine pour influencer sur la sécurité des frontières est un abus de pouvoir", a déclaré jeudi dans un communiqué Richard Neal, le président du Comité des voies et moyens de la Chambre des représentants des Etats-Unis (le principal comité de rédaction des déclarations de revenu de la Chambre des représentants).

"Si le président déclare une urgence nationale et tente de mettre en place ces droits, je présenterai une résolution d'annulation pour mettre fin à son excès", a ajouté M. Neal.

ONU:

L'UNICEF s'alarme de la prévalence du mariage précoce chez les garçons à travers le monde

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué dans sa toute première analyse approfondie sur le mariage précoce que près de 115 millions de garçons et d'hommes à travers le monde auraient été mariés durant leur enfance, dont 23 millions avant l'âge de 15 ans.

"Les garçons mariés sont forcés d'endosser des responsabilités d'adultes qu'ils ne sont pas toujours prêts à assumer.

Les mariages précoces entraînent des paternités précoces qui soumettent les jeunes pères à la pression de subvenir aux besoins de leur famille, les contraignant à abandonner leurs études et les privant d'occasions professionnelles".

Les mariages précoces soumettent les jeunes pères à la pression de subvenir aux besoins de leur famille,



les contraignant à abandonner leurs études et les privant d'occasions professionnelles.

Les filles continuent toutefois d'être disproportionnellement touchées avec une jeune femme âgée de 20 à 24 ans sur cinq mariée, avant son 18e anniversaire, contre un jeune homme sur 30.

Si la prévalence, les causes et les répercussions des mariages d'enfants chez les filles ont fait l'objet de nombreuses études, peu de recherches ont été menées sur les mariages d'enfants chez les gar-

çons. La nouvelle étude de l'UNICEF repose sur des données issues de 82 pays.

Elle révèle que le mariage précoce chez les garçons est prévalent dans plusieurs pays à travers le monde, notamment en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Asie de l'Est et dans le Pacifique.

Selon les données, la République centrafricaine est le pays qui enregistre la prévalence la plus élevée de mariages d'enfants chez les garçons (28%), suivie

du Nicaragua (19%) et de Madagascar (13%).

Ces nouvelles estimations portent le nombre total d'enfants mariés dans le monde à 765 millions.

Les enfants les plus à risque d'être victimes de mariage précoce viennent des foyers les plus pauvres, vivent en zone rurale et sont peu ou pas instruits du tout.

"Alors que nous célébrons le 30e anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, il est impératif de rappeler que le fait de marier des garçons et des filles alors que ce sont encore des enfants va à l'encontre des droits consacrés dans la convention", indique Henrietta Fore.

"Nous pouvons mettre un terme à cette atteinte à leurs droits en continuant nos recherches, en augmentant nos investissements et en poursuivant nos efforts en faveur de leur autonomie", plaide-t-elle.

VENEZUELA - COLOMBIE:

La crise au Venezuela a fait fuir quelque 3,3 millions de personnes depuis fin 2015 (ONU)



Quelque 3,3 millions de personnes ont fui depuis fin 2015 la crise au Venezuela, dont un million depuis novembre, a indiqué vendredi l'ONU.

"Le rythme des sorties est vertigineux", ont indiqué le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans un communiqué conjoint.

Les organisations spécialisées de l'ONU estiment qu'au total 4 millions de Vénézuéliens sont recensés à l'étranger, dont 695.000 avaient migré avant la "fin de 2015". Le Venezuela traverse depuis des mois une profonde crise politique, avec la lutte entre le président Nicolas Maduro et l'opposant Juan Guaido, qui s'est proclamé "président par intérim" et a été reconnu comme tel par de nombreux pays, dont les Etats-Unis. Le pays est aussi en proie à une grave crise économique, aggravée par un embargo pétrolier et des sanctions financières imposés par Washington pour tenter de chasser M. Maduro du pouvoir, et souffre de pénuries de nourriture et de médicaments. L'actrice américaine Angelina Jolie, ambassadrice de bonne volonté du HCR, a été envoyée vendredi, pour une mission de deux jours, à la frontière colombienne avec le Venezuela pour évaluer la réponse humanitaire à cet "exode", considéré par l'ONU comme le déplacement de personnes le plus massif de l'histoire récente de l'Amérique latine.

MEXIQUE:

6.000 éléments de la Garde nationale déployés à la frontière avec le Guatemala



Quelque 6.000 éléments de la Garde nationale seront déployés à la frontière sud avec le Guatemala, pour empêcher les migrants clandestins centraméricains de transiter sur le territoire mexicain, a annoncé vendredi, le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador. "Nous allons déployer 6.000 gardes nationaux pour contrôler la frontière sud, mais en même temps nous respectons les droits de l'homme et nous tentons de résoudre le problème de fond", a indiqué le chef de l'Etat lors de sa conférence de presse quotidienne, assurant que l'intervention de la garde nationale se fait dans le "respect" des législations nationales en matière de l'émigration et des droits de l'Homme. Les autorités mexicaines se sont ainsi engagées à renforcer la surveillance à leur frontière sud, avec le Guatemala, en réponse aux accusations du président américain Donald Trump de ne rien faire ou presque pour entraver le passage sur son sol de migrants d'Amérique centrale qui finissent par entrer clandestinement aux Etats-Unis.

Dans l'Etat du Chiapas, au sud du pays, une plus grande présence policière et militaire sur les routes empruntées par les migrants a été constatée par les médias locaux, qui font savoir que le gouvernement s'est engagé à construire plus de centres de rétention et de points de contrôle pour dissuader les migrants.

APS

ARTHROSE : LA POSE D'UNE PROTHÈSE AUGMENTE LE RISQUE CARDIAQUE APRÈS L'OPÉRATION

Les personnes qui subissent une arthroplastie du genou ou de la hanche deviennent plus à risque de crise cardiaque dans le mois qui suit l'opération chirurgicale.

Selon une étude publiée dans la revue médicale *Arthritis et Rheumatologie*, les patients qui souffrent d'arthrose et qui subissent une arthroplastie (une intervention chirurgicale destinée à retrouver la mobilité de l'articulation) du genou ou de la hanche ont un risque de crise cardiaque beaucoup plus élevé au cours du mois qui suit l'opération.

Pour cette étude, le Pr Yuqing Zhang, professeur de médecine et d'épidémiologie à l'École de médecine de Boston, a analysé les dossiers médicaux de près de 19 000 patients âgés de plus de 50 ans et ayant subi une chirurgie totale de remplacement du genou ainsi qu'un groupe de plus de 6000 personnes souffrant d'arthrose de la hanche et ayant subi une opération chirurgicale de remplacement.

Pendant la période de suivi (4 ans en moyenne), 306 patients atteints d'arthrose du genou ayant une arthroplastie ont eu une crise cardiaque, comparativement à 286 patients n'ayant pas subi d'intervention chirurgicale. Les chercheurs ont également noté que c'est dans le mois qui suit l'intervention que les patients étaient le plus à risque.

Dans le groupe ayant subi une opération de la hanche, 128 ont eu une



crise cardiaque contre 138 dans le groupe témoin. Mais pour la hanche, c'est au cours des 6 mois suivant l'opération que le risque semble le plus important. Les chercheurs ont également constaté que les patients ayant subi une

arthroplastie de la hanche ou du genou étaient plus à risque de thrombose veineuse profonde ou d'embolie pulmonaire après la procédure, par rapport aux patients témoins. Bien que les mécanismes exacts derrière un risque

accru de crise cardiaque après une chirurgie commune pour l'arthrose ne sont pas claires, l'équipe constate que certains pilotes biologiques pourraient être en jeu, tels que les effets de l'anesthésie sur le système cardiovasculaire.

SUCRE RAFFINÉ ET NON RAFFINÉ : QUELLE DIFFÉRENCE ?

Il existe deux types de sucre disponibles dans le commerce : le sucre raffiné et le sucre non raffiné. Quelle est la différence entre les deux ? Lequel privilégier ? On fait le point.

On entend souvent parler de sucre raffiné, en opposition au sucre non raffiné, sans pour autant que la différence entre les deux soit évidente.

Globalement, il est bon de privilégier le sucre non raffiné, car celui-ci conserve les nutriments issus de la canne à sucre. Le sucre raffiné est uniquement calorique (pur saccharose) et n'apporte aucun autre

élément nutritif.

Mais pas de panique ! En France, on estime que plus de 90% du sucre blanc est issu de la betterave et n'est pas raffiné. Le sucre directement extrait de la betterave est déjà blanc et ne nécessite donc pas de raffinage.

En revanche, lorsque l'on achète du sucre de canne blanc (moins de 5% du sucre blanc en France), il s'agit de sucre qui a été raffiné par un procédé industriel. Or, cette étape de purification retire tous les pigments du sucre roux, ainsi que les vitamines et les minéraux.

Quant à la cassonade,

c'est un sucre trompeur.

Sous ses airs de sucre non transformé, la cassonade est en fait un sucre blanc raffiné issu de la canne à sucre, qui a été recoloré à l'aide d'un colorant comme le caramel.

Le sucre blond est également à éviter pour les mêmes raisons. Au niveau nutritionnel, mieux vaut donc opter pour des sucres complets si l'on veut bénéficier de leurs vertus. Ils sont généralement en vente dans les magasins bio et possèdent un fort pouvoir sucrant par rapport au sucre blanc classique.



MÉDICAMENTS : On les prend à jeun ou au cours d'un repas ?



Avant, pendant ou après un repas : le moment de la prise du médicament peut modifier son action dans l'organisme. Il est donc important de suivre les indications de la notice.

L'heure de prise dépend du médicament et de son mécanisme d'action. Certains doivent être pris à jeun (1 h 30 à 2 heures avant toute prise alimentaire) car leur passage dans le sang peut être ralenti, voire diminué par la présence d'aliments. D'autres au contraire doivent être pris au cours du repas afin de passer en plus grande quantité dans le sang lors de la digestion. Pour être sûr, on pose la question à son pharmacien ou, à défaut, on lit la notice.

Les règles à savoir sur le moment de prise d'un médicament

- Les anti-inflammatoires non stéroïdiens ou AINS se prennent pendant le repas afin de diminuer les irritations et les lésions de l'estomac

- Les médicaments anti-nausées sont à prendre avant les repas.

- Le paracétamol a l'avantage de pouvoir être pris à distance ou au cours des repas.

- Les pansements digestifs (en cas de brûlures et aigreurs d'estomac) se prennent toujours après les repas.

- On fait également attention par rapport aux autres médicaments. Les pansements digestifs par exemple peuvent gêner l'absorption d'autres médicaments, car ils plaquent la paroi de l'estomac pour le protéger des acides. On veillera donc à les prendre à distance (2 heures minimum) de ses autres traitements.

Prendre les médicaments avec de l'eau

Un médicament ne s'avale pas « à sec », mais toujours avec du liquide afin d'éviter qu'il ne colle à l'œsophage. Idéalement, on le prend avec de l'eau, car les autres boissons peuvent modifier l'action et la tolérance des médicaments.

CANCER DE L'OVAIRE : LA STIGMATISATION DES TROUBLES GYNÉCOLOGIQUES EMPÊCHE LES FEMMES D'EN PARLER À LEUR MÉDECIN

Les femmes hésitent à aller chez le médecin pour les troubles gynécologiques parce qu'elles ont peur d'être jugées sur leur vie sexuelle, suggère un nouveau sondage

Une femme sur trois âgée de 44 à 55 ans interrogée pour l'étude a dit être trop gênée de parler des cancers gynécologiques à leur médecin de peur d'être stigmatisées. L'organisation caritative britannique The Eve Appeal, qui a mené le sondage, met en garde contre les dangers de ne pas voir son médecin à cause des idées fausses qui circulent sur les causes des cancers.

Les chercheurs pensent que la réticence des femmes à aller chez le médecin pour les raisons gynécologiques est due aux idées reçues concernant ces cancers. Une femme sur cinq sondées a dit qu'elle croyait que les cancers gynécologiques étaient liés à des relations sexuelles avec plusieurs partenaires.

Les relations sexuelles avec différents partenaires ont déjà été associées au cancer du col de l'utérus qui pourrait être provoqué par la maladie sexuellement transmissible, le papillomavirus humain (HPV). Mais l'organisation The Eve Appeal a constaté que l'HPV est courant et peut aussi bien être contracté même par les femmes qui n'ont qu'un partenaire sexuel.

Encore plus inquiétant, le sondage a montré que les femmes ne prennent souvent pas au sérieux les symptômes potentiels d'un cancer gynécologique tels que les ballonnements, les douleurs pelviennes, et les changements des règles. De nombreuses participantes ont dit qu'elles attribuent ces symptômes à des changements normaux pour leur âge.



« Il est étonnant qu'autant de femmes évitent une consultation gynécologique parce qu'elles ont peur d'être jugées sur leur comportement sexuel », commente la Dr Adeola Olatitan, gynécologue au University College London Hospitals NHS Foundation Trust. « Il a été prouvé que les

diagnostics précoces des cancers féminins pourraient sauver des vies, donc il est important que l'on commence à avoir des conversations honnêtes sur les signes et les symptômes de ces maladies afin de lutter contre les tabous sociaux et l'embaras qui existent actuellement. »

SIDA : UNE CLINIQUE BRITANNIQUE DÉVOILE PAR ERREUR L'IDENTITÉ DE 780 PATIENTS

A Londres, un centre spécialisé dans le traitement du sida et des infections sexuellement transmissibles a révélé par inadvertance le nom de 780 patients atteints du VIH.

Une grave erreur lourde de conséquences. Une clinique londonienne a enfreint par inadvertance la règle de confidentialité des patients en révélant dans une newsletter les adresses mail et les noms de 780 patients séropositifs. La newsletter renseignait également sur le traitement dispensé à ces personnes atteintes du VIH.

L'auteur de cette bêtise, qui aurait oublié d'effacer les informations privées avant d'envoyer la newsletter, s'est dit bouleversé. Cette maladresse pourrait être très préjudiciable pour les



patients dont l'identité a été divulguée. Certains d'entre eux avaient en effet pris soin de cacher à leur entourage leur maladie. Cette violation du secret médical a suscité tantôt l'incompréhension

tantôt la colère : « J'ai du mal à comprendre comment cela peut arriver aujourd'hui. En le recevant, j'ai pu visualiser la liste des destinataires et reconnaître des noms de personnes dont j'ignorais

qu'elles étaient malades », a expliqué au Guardian l'un des patients de la clinique. « Tombée entre de mauvaises mains, cette liste c'est de la dynamite » assure un autre patient, inquiet. Une des personnes citées dans la newsletter a décidé de porter plainte contre la clinique.

«Une erreur inacceptable»

La direction de l'établissement privé, situé au 56, Dean Street à Londres, a déclaré que cette « erreur humaine » était « inacceptable », avant de présenter ses excuses aux patients. Elle a demandé aux destinataires de la newsletter d'effacer le mail reçu. Reste à savoir si la consigne a été suivie à la lettre.

TROUBLES AU SOUDAN: Le PM éthiopien appelle à une transition démocratique «rapide»

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, en visite à Khartoum vendredi pour tenter une médiation entre les militaires au pouvoir et la contestation, a appelé à une transition démocratique "rapide" au Soudan.

"L'armée, le peuple et les forces politiques doivent faire preuve de courage et de responsabilité en prenant des actions rapides vers une période de transition démocratique et consensuelle dans le pays", a déclaré M. Ahmed dans un communiqué. Lundi dernier, les forces de sécurité soudanaises ont dispersé par la force un sit-in de manifestants devant le siège de l'armée à Khartoum et ont ensuite réprimé toute autre manifestation. Au moins 113 personnes sont mortes dans cette répression, la grande majorité au sit-in de Khartoum, selon un dernier bilan des médecins proches de la contestation. Ce bilan est contesté par le gouvernement qui parle de 61 morts durant les incidents de lundi.

L'ONU, l'Union africaine, l'Union européenne et les Etats-Unis ont condamné ces violences. Et les chefs de la contestation rejettent toute négociation avec les militaires notamment après les événements de lundi.

RD CONGO: L'annonce du gouvernement aura lieu "dès la fin des pourparlers"

L'annonce d'un nouveau gouvernement en République démocratique du Congo est toujours suspendue aux pourparlers entre les coalitions du président de la République, Félix Tshisekedi, et de son prédécesseur, Joseph Kabila, a annoncé vendredi le nouveau Premier ministre. "Dès la fin des pourparlers, vous aurez le gouvernement", a glissé à la presse Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Nommé le 20 mai, près de quatre mois après l'investiture de Félix Tshisekedi, M. Ilunga Ilunkamba n'a pas encore été investi par le Parlement dont la session ordinaire prend fin le 15 juin. Il s'adressait à la presse en marge d'une rencontre avec son prédécesseur Bruno Tshibala pour préparer la "remise et reprise" (la passation de pouvoir) entre les deux hommes. "Soyez patients, l'enfant va bientôt naître", a lancé à la presse M. Tshibala. Issu de l'opposition, M. Tshisekedi a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du 30 décembre mais son prédécesseur Joseph Kabila a gardé une large majorité au Parlement, selon ces mêmes résultats officiels.

La coalition Cap pour le Changement (Cach) de Félix Tshisekedi et Front commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila négocient pour le partage des postes au sein du gouvernement.

Le gouvernement pourrait comprendre 39 ministres, 13 vice-ministres et quatre vice-Premier ministre, d'après l'entourage de M. Tshisekedi. Les partisans de M. Kabila souhaiteraient 80% des postes, d'après cette même source. Des tensions entre les deux camps ont surgi cette semaine. Les partisans de M. Kabila ont reproché au président Tshisekedi d'avoir procédé à deux nominations sans que son ordonnance ne soit contre-signée par le Premier ministre, en violation de la Constitution. L'ONG Association congolaise pour l'accès à la justice (Acj) assure cependant avoir eu "accès aux copies des ordonnances" et confirme "qu'elles sont effectivement contre-signées par le Premier ministre Bruno Tshibala".

Un débat a eu lieu à l'Assemblée vendredi sur ces ordonnances portant reconduction de l'homme d'affaires pro-Kabila Albert Yuma à la tête de la Générale des carrières et des mines (Gécamines) et la nomination du vieil opposant Gabriel Kyungu (80 ans) à la tête de la Société nationale des chemins de fer congolais (SNCC).

ONU: 5 pays, dont la Tunisie et le Niger, rejoignent le Conseil de sécurité

La Tunisie, le Niger, le Vietnam, l'Estonie et Saint-Vincent et les Grenadines ont été élus vendredi membres non permanents au Conseil de sécurité pour un mandat de deux années qui s'étalera du premier janvier 2020 au 31 décembre 2021.

Alors que la Roumanie et l'Estonie se sont disputées l'unique siège de l'Europe de l'Est et Saint-Vincent les Granadines et le Salvador celui de l'Amérique Latine et les Caraïbes, l'élection des trois autres pays par l'Assemblée générale de l'ONU n'a été qu'une simple formalité.

Le décompte des votes a fait ressortir 192 voix pour le Vietnam.

La Tunisie et le Niger ont recueilli chacun 191 voix, tandis que Saint-Vincent les Grenadines a obtenu 185 voix et l'Estonie 132 voix.

La Tunisie et le Niger devraient succéder à la Côte d'Ivoire et la Guinée Equatoriale, dont les mandats au sein de la haute instance onusienne s'achèvent en 2019.

L'Afrique du Sud, troisième membre africain au Conseil de sécurité siégera jusqu'à fin 2020.

Trois sièges non permanents sont attribués à l'Afrique.

Le groupe des pays africains conserve un modèle de rotation bien établi entre ses cinq sous-régions (Afrique du Nord, Afrique australe, Afrique Orientale, Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale).

Le Niger, dont la candidature a été entérinée par l'Union Africaine a siégé une fois au Conseil de sécurité durant les deux années 1981-1982. La Tunisie,



quant à elle, a été élue trois fois membre non permanent en 1959-1960, en 1980-1981 et en 2000-2001.

Sa nouvelle candidature a été endossée par l'Union africaine et le groupe des pays arabes à l'ONU.

Le pays maghrébin a axé sa campagne sur les questions de la paix, la sécurité et le développement qu'il considère comme interdépendants.

Tunis veut donner la priorité durant son mandat au dossier de la lutte antiterroriste, aux conflits en Afrique et au Moyen-Orient, notam-

ment la question palestinienne ainsi qu'à la promotion du rôle des jeunes et des femmes.

Et compte aussi agir en faveur d'une efficacité accrue des opérations de maintien de la paix en plaidant pour des mandats clairs et réalistes avec des ressources suffisantes.

Depuis 1960, la Tunisie a contribué à 22 opérations de maintien de la paix et compte actuellement un personnel de 239 fonctionnaires civil et en uniforme répartis sur six missions onusiennes.

LIBYE: Le gouvernement al-Sarraj se dit rassuré sur le soutien américain

Le vice-Premier ministre du gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale, Ahmed Meitig, a affirmé vendredi à Washington avoir reçu des garanties quant au soutien des Etats-Unis, même s'il a appelé la diplomatie américaine à redoubler d'efforts pour isoler Khalifa Haftar.

Ce dernier, homme fort de l'est libyen, a lancé début avril une offensive en vue de s'emparer de Tripoli, siège du Gouvernement d'union

nationale (GNA) dirigé par Fayez al-Sarraj, le seul reconnu par la communauté internationale.

"Avant de venir ici, il y avait beaucoup de rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis ne soutenaient pas notre gouvernement", a reconnu Ahmed Meitig après des entretiens avec le département d'Etat et des parlementaires américains.

"Je rentre à la maison avec un message différent: les Etats-Unis nous soutiennent en tant que gouverne-

ment légitime de Libye", a-t-il affirmé à des journalistes.

Le département d'Etat américain s'est toutefois montré prudent, appelant à la "stabilisation" du pays, à un "cessez-le feu à Tripoli et alentour", et à la reprise des négociations entre le Premier ministre al-Sarraj et le maréchal Haftar.

Le vice-Premier ministre du GNA a aussi exhorté Washington à utiliser son influence pour isoler Khalifa Haftar. "Nous ne

demandons pas de soutien financier ou militaire aux Etats-Unis. Nous avons besoin d'une aide diplomatique déterminée", a-t-il dit.

"Les Etats-Unis ont beaucoup d'amis et d'alliés dans la région, et ces amis et alliés des Etats-Unis s'ingèrent lourdement et fortement dans les affaires libyennes", a-t-il déploré.

"Nous voulons que les Etats-Unis adressent un message clair à ces pays, pour qu'ils restent à l'écart de la Libye".

CÔTE D'IVOIRE: Un réseau de trafic international de drogue démantelé

La police ivoirienne a indiqué dans une conférence de presse à Abidjan qu'un réseau de trafic international de cocaïne impliquant des membres de deux mafias italiennes a été démantelé en Côte d'Ivoire grâce à la coopération entre les polices ivoirienne, française, italienne et brésilienne.

"Une opération menée le 6 juin 2019 à partir de 4h du matin a abouti à l'interpellation de 10 suspects: 6 Italiens, 1 Franco-Turc et 3 Ivoiriens, dont 2 dames, soupçonnés d'être les cerveaux d'un trafic international de cocaïne en Côte d'Ivoire", a déclaré le commissaire Adomo Bonaventure, directeur de l'Unité de lutte contre la Criminalité Transnationale organisée (UCT).

Tout commence en septembre 2018 avec la découverte dans le port de Santos (Brésil) de 1,49 tonne de

cocaïne cachées dans des engins de chantiers à destination d'Abidjan.

L'enquête a permis de déterminer que la drogue devait transiter par la Côte d'Ivoire pour ensuite être envoyée en Italie, et plus particulièrement dans la région de la Calabre.

"Nous avons des preuves que la marchandise était destinée à la Ndrangheta et la Camorra (deux mafias italiennes) et que des ressortissants italiens, résidents ivoiriens depuis plus ou moins longtemps, étaient à l'origine du trafic", a affirmé Silvain Coué, officier de liaison français qui a participé à ce démantèlement baptisé "Spaghetti Connection".

Selon M.

Coué, la cocaïne saisie à Santos s'achète 2,5 millions d'euros en Amérique du sud pour se revendre pour 250 millions en Europe.

"Depuis 20 ans, l'Afrique de l'Ouest est devenue, sinon une plaque tournante, une zone de rebond très importante pour les trafiquants.

Cette opération prouve que s'ils pensaient que la Côte d'Ivoire et l'Afrique de l'Ouest pouvaient être un sanctuaire, ils se sont trompés", a affirmé Silvain Coué.

Le commissaire Adomo Bonaventure a indiqué que les autorités ivoiriennes étaient "conscientes de la problématique de la drogue, et qu'elles mettaient tout en oeuvre pour y mettre fin", ajoutant que "tous ceux qui s'adonneront au trafic seront mis sous les verrous".

Cette opération de coopération est la troisième du genre en Côte d'Ivoire en moins de trois ans, et la plus importante par son ampleur.

IRAN/FRANCE/ETATSUNIS: Téhéran rejette l'idée de nouvelles négociations nucléaires évoquée par Macron

Téhéran a rejeté vendredi l'idée de nouvelles négociations sur le nucléaire iranien, évoquée par le président français Emmanuel Macron à l'occasion d'une rencontre avec son homologue américain Donald Trump.

Emmanuel Macron a déclaré jeudi que "nous devons ouvrir de nouvelles négociations" avec Téhéran afin d'assurer "la paix dans la région".

Téhéran a accepté de brider son programme nucléaire et s'est engagé à ne jamais chercher à se doter de la bombe atomique, obtenant en échange la levée d'une partie des sanctions économiques internationales.

Les Etats-Unis se sont unilatéralement retirés de cet accord en mai 2018. Emmanuel Macron tente de longue date de vendre l'idée d'un nouvel accord qui viendrait élargir la base de l'accord existant en intégrant notamment des éléments limitant l'activité balistique de Téhéran.

"Le fait de soulever des questions en dehors du JCPOA (accord nucléaire, ndlr) ne contribue pas à la sauvegarde du JCPOA mais augmentera au contraire la méfiance des (Etats) toujours parties" à l'accord, a déclaré le porte-parole des Affaires étrangères iraniennes, Abbas Moussavi, dans un communiqué publié sur le site de son ministère.



Pour M. Moussavi, les pays européens parties à l'accord (la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne), ont été "incapables d'agir selon leurs engagements". Ces trois pays appellent à sauver l'accord nucléaire malgré le retrait de Washington.

L'Iran leur a lancé le 8 mai un ultimatum --ainsi qu'aux deux autres parties restantes à l'accord, la Chine et la Russie-- pour sortir de

leur isolement les secteurs pétrolier et financier iraniens, visés par les sanctions américaines.

Téhéran a aussi annoncé s'affranchir de deux de ses engagements pris au titre de l'accord nucléaire.

Le fait d'élargir l'accord "aiderait seulement l'Amérique à se rapprocher de son objectif, qui est l'effondrement du JCPOA", a affirmé M. Moussavi.

HAÏTI: Le Canada plaide en faveur de la création d'une "mission politique robuste" de l'ONU

L'ambassadeur canadien à l'ONU a plaidé vendredi vigoureusement en faveur de la création d'"une mission politique robuste" des Nations unies en Haïti pour prendre la relève à l'automne de l'opération de police onusienne Minujusth.

"Nous avons besoin de la bonne expertise", a souligné Marc-André Blanchard lors d'une conférence de presse, en mettant en garde sans les nommer les pays qui veulent réduire cette future mission à la portion congrue par souci d'économies.

"Ce n'est pas une question de nombre de personnels" mais d'avoir la "bonne expertise" car il est question "de vies et de l'avenir d'Haïti", a-t-il martelé, en s'exprimant en qualité de président d'un groupe onusien de conseil pour Haïti.

La mission de police de l'ONU en Haïti doit prendre fin le 15 octobre. La création d'une mission politique pour lui succéder est en cours de négociations entre les membres du Conseil de sécurité.

De retour d'une mission d'évaluation dans le pays, le diplomate canadien a indiqué être "très préoccupé par la situation politique, économique et sociale" en Haïti. Depuis deux ans, la situation économique s'est dégradée avec une inflation à la hausse, a-t-il rappelé, en faisant valoir qu'elle contribuait à développer dans le pays les inégalités, les exclusions, la violence et les gangs.

La future mission politique de l'ONU devra avoir un rôle important de coordination et "nous avons besoin d'une approche intégrée", a-t-il plaidé.

Il lui faudra apporter une expertise en terme d'Etat de droit, aider à lutter contre les inégalités et contre la violence, qui ne relève pas de la criminalité ordinaire, a dit Marc-André Blanchard.

"La situation en Haïti est urgente" et il faut "non seulement s'attaquer aux symptômes mais aussi à la racine des problèmes", a-t-il insisté.

Pays le plus pauvre du continent américain, Haïti n'a plus de gouvernement depuis plus de deux mois.

RÉUNION DU G7: Les pays du G7 appellent à l'action pour «réduire les inégalités sociales»

Les ministres du Travail des pays du G7 ont lancé vendredi à Paris, dans un communiqué, "un appel à l'action pour la réduction des inégalités sociales dans le monde". "C'est un appel à l'action contre les inégalités sociales et à la protection des travailleurs", a commenté la ministre française Muriel Pénicaud, citée par des médias. Mme Pénicaud qui s'exprimait à l'issue d'une journée avec ses homologues des Etats-Unis, du Canada, du Japon, d'Allemagne, du Royaume-Uni et d'Italie, ainsi que des représentants des grandes institutions et des partenaires sociaux, a estimé que "ce qui compte, c'est la continuité dans le temps". "Renforcer la coopération multilatérale pour plus de justice sociale", "soutenir l'accès universel à une protection sociale adaptée aux mutations du travail", "préparer les individus aux transformations numériques" et "assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes", ont été au menu de cette rencontre.

Alors que l'Organisation internationale du travail (OIT) fête ses 100 ans, les ministres appellent "les organisations internationales, notamment l'OIT et l'OCDE, à améliorer leur coordination pour intégrer davantage les normes internationales du travail".

Ces organisations sont invitées à se rencontrer régulièrement pour faire un point d'étape sur leur action dans ce domaine.

Paris souhaite que les programmes ou recommandations des organisations internationales (FMI, Banque mondiale, OMC, OCDE) prennent davantage en compte les droits des travailleurs et n'envoient pas des messages contradictoires aux pays les plus vulnérables.

La présidence française du G7, axée sur la lutte contre les inégalités, se conclura par le sommet de Biarritz du 24 au 26 août.

CUBA-VENEZUELA: Le président de l'Assemblée nationale constituante du Venezuela en visite à La Havane

Le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodríguez a dit vendredi avoir eu "une rencontre fraternelle et fructueuse" à La Havane avec le président de l'Assemblée nationale constituante du Venezuela, Diosdado Cabello, en visite sur l'île, visée par de nouvelles sanctions américaines pour son soutien à Caracas.

"J'ai exprimé la solidarité de Cuba et l'engagement des collaborateurs (cubains) à continuer leur soutien aux services sociaux" au Venezuela, a indiqué le ministre sur Twitter.

"Nous avons parlé de sujets internationaux", a-

il précisé. Les Etats-Unis ont imposé mercredi de nouvelles sanctions contre le gouvernement cubain, en représailles pour son soutien à celui de Nicolas Maduro: ils ont interdit tout voyage en groupe ou en croisière d'Américains à Cuba. Jeudi, le gouvernement cubain a répété que son soutien à Maduro n'est "pas négociable".

Bruno Rodríguez est attendu vendredi après-midi à Toronto pour discuter avec son homologue canadienne, Chrystia Freeland, du rôle de Cuba "dans la résolution pacifique de la crise au Venezuela", selon un communiqué du ministère canadien. Ils parleront

aussi des effets de la loi Helms-Burton, appliquée depuis mai par Washington pour sanctionner des entreprises étrangères présentes sur l'île. Des sujets déjà évoqués lors d'une visite de Mme Freeland à La Havane le 16 mai.

Le Canada fait partie, avec 11 pays latino-américains, du Groupe de Lima, qui prône le dialogue pour sortir de la crise au Venezuela.

Diosdado Cabello, également premier vice-président du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) est à La Havane pour coordonner avec les autorités locales une stratégie commune lors du Forum de

Sao Paulo, qui réunira à Caracas en juillet des partis de gauche d'Amérique latine.

Les deux pays y participent "comme une seule équipe de travail", a-t-il dit à la télévision locale à son arrivée.

"Pas seulement en propositions concrètes (...) mais aussi (...) pour que le monde sache ce qui se passe à Cuba, ce qui se passe au Venezuela avec les attaques contre nos peuples, orchestrées depuis d'autres pays, surtout les Etats-Unis".

Le Venezuela est le principal allié politique de Cuba depuis près de 20 ans, et aussi son premier fournisseur de pétrole.

ETATS-UNIS/TURQUIE/RUSSIE: Washington donne à Ankara jusqu'à fin juillet pour renoncer aux missiles russes

Washington a annoncé vendredi qu'elle donnait à Ankara jusqu'à fin juillet pour renoncer à l'acquisition de missiles russes S-400, qu'elle considère comme incompatibles avec le nouvel avion furtif américain F-35 que la Turquie veut aussi acquérir.

Si d'ici le 31 juillet la Turquie n'a pas renoncé au système russe de défense antiaérienne S-400, les pilotes turcs qui s'entraînent actuellement aux Etats-Unis sur le F-35 seront expulsés et les contrats de sous-traitance attribués à des entreprises turques pour la fabrication du

F-35 seront annulés, a déclaré à la presse la secrétaire adjointe à la Défense chargée des acquisitions, Ellen Lord. La responsable américaine a justifié cet ultimatum par le fait que la Turquie, alliée des Etats-Unis au sein de l'Otan, ait envoyé du personnel en Russie pour commencer à s'entraîner sur le S-400.

Mais il intervient aussi trois jours après de nouvelles déclarations du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a assuré qu'il ne reculerait pas sur l'acquisition du système russe, ajoutant que la Turquie ne pourrait envisager d'acheter le

système antimissile américain Patriot que si les conditions étaient aussi favorables que celles offertes par la Russie pour ses S-400.

"Mais malheureusement nous n'avons pas reçu de proposition positive de la partie américaine au sujet des Patriot", a-t-il déclaré.

Le chef du Pentagone Patrick Shanahan a indiqué pour sa part avoir envoyé une lettre à son homologue turc Hulusi Akar pour l'informer de ces décisions.

Il a précisé à la presse que l'offre américaine pour les Patriot était "très concurrentielle".

RÉSEAU 5G: Trump demande à Londres d'être «très prudent» quant à Huawei

Le président des Etats-Unis Donald Trump a demandé à la Grande-Bretagne d'être «très prudente» quant à l'implication du chinois Huawei dans le développement du réseau 5G sur son territoire, dans une interview publiée hier, à la veille de sa visite d'Etat à Londres.



Interrogé sur des informations selon lesquelles la Grande-Bretagne compte réserver à Huawei un rôle limité dans ce projet, Trump a déclaré au Sunday Times: «Vous avez d'autres alternatives et nous devons être très prudents d'un point de vue de la sécurité nationale.»

Et d'ajouter: «Vous savez que nous avons une très importante réunion d'un groupe de (services de) renseignements, que nous travaillons très étroitement avec votre pays, et donc vous devez être très prudents.»

Les Etats-Unis estiment que le géant chinois des télécoms et «trop proche» du gouvernement chinois et qu'il est donc difficile de faire confiance à une entreprise au cœur d'une guerre commerciale entre Pékin et Washington.

Ils tentent donc de convaincre leurs alliés occidentaux d'exclure l'équipe-

mentier chinois du déploiement de la 5G sur leur sol. Le gouvernement de la Première ministre Theresa May -- qui démissionnera le 7 juin après avoir échoué à mettre en œuvre le Brexit -- a souligné qu'aucun décision n'a encore été arrêtée quant à l'implication de Huawei dans le développement du réseau 5G en Grande-Bretagne.

Le président Trump se rend du 3 au 5 juin au Royaume-Uni, pour une visite d'Etat lors de laquelle il sera l'invité de la reine Elizabeth II et rencontrera également Theresa May.

Il assistera aussi à une cérémonie à Portsmouth, dans le sud de l'Angleterre, pour le 75e anniversaire du débarquement allié du 6 juin 1944, avant de se rendre en Normandie, en France, pour une autre cérémonie commémorative.

UA-CHINE L'UA et Huawei signent un protocole d'accord pour renforcer leur partenariat technique

L'Union africaine (UA) et le géant technologique chinois Huawei (UA) ont procédé à la signature d'un protocole d'accord afin de renforcer leur coopération dans les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Ce protocole vise principalement à consolider le partenariat entre les deux parties sur le haut débit, l'internet des objets, l'information en nuage, la 5G et l'intelligence artificielle, selon un communiqué publié par Huawei.

Signé pour une durée de trois ans par Thomas Kwesi Quartey, vice-président de la Commission de l'UA, et Philippe Wang, vice-président pour l'Afrique du Nord à Huawei, ce protocole est établi sur la base du précédent signé en février 2015, précise-t-on. Les deux parties travaillent ensemble à former les



talents locaux afin de les aider à relever les défis numériques dans l'écosystème technologique, a ajouté l'entreprise chinoise. La collaboration entre l'UA et Huawei montre la confiance continue de l'organe panafricain envers Huawei, a souligné M. Wang, ajoutant qu'en signant ce protocole, il est mis fin aux rumeurs

sur les fuites de données de l'UA via des équipements de Huawei.

M. Quartey s'est dit «heureux» de consolider ce partenariat avec Huawei. «Il est essentiel que nous travaillions en étroite collaboration avec nos partenaires pour relever les défis de la transformation numérique en Afrique.»

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE DJELFA

AGENCE DE GESTION ET DE REGULATION FONCIERE URBAINE DE LA WILAYA DE DJELFA

N.I.F: 0005170302743040000

APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMAL N°..... /2019

L'Agence de Gestion et de Régulation Foncière Urbaine de la wilaya de Djelfa, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimal concernant la réalisation des travaux de viabilisation des lotissements sociaux (ASSAINISSEMENT +AEP+ OUVERTURE DES PISTES) des sites suivants :

- * Lot 01 COMMUNE DE AIN OUSSERA POS 12 : (- Assainissement - AEP - Ouverture de piste)
- * Lot 02 : COMMUNE DE AIN OUSSERA POS 15 : (- Assainissement - AEP - Ouverture de piste)
- * Lot 03: COMMUNE DE AIN OUSSERA POS 20 : (- Assainissement -AEP - Ouverture de piste)
- * Lot 04: COMMUNE DE DJELFA CITE FOSHA : (- Assainissement - AEP - Ouverture de piste)
- * Lot 05: COMMUNE DE AIN ELBEL CITE ELARBI:(- Assainissement - AEP - Ouverture de piste)

Les entreprises intéressées par le présent avis sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités :

* ayant réalisé : durant les 05 dernière années (2014-2015-2016-2017-2018), au moins un projet de : Travaux d'ASS ou AEP d'un montant de 12 000 000,00 DA ou plus, justifiée par des attestations du maître de l'ouvrage.

* Catégorie trois (03) ou plus travaux hydraulique ou travaux publique - Activité principale ou secondaire-

Le retrait du cahier des charges auprès du service technique (bureau n : 02) de L'Agence de Gestion et de Régulation Foncière Urbaine cite Mohamed Boudiaf Djelfa se fera contre un paiement de trois mille dinars (3000.00DA) non remboursable.

Le pli du dossier de candidature et les plis de l'offre technique et de l'offre financière doivent contenir les pièces suivantes :

• **Le dossier de candidature :**

- * Une déclaration de candidature ; signée et datée
- * La déclaration de probité ; (signée et paraphée).
- * Les statuts pour les sociétés ;
- * Attestation de dépôt légal des comptes sociaux pour l'année 2018 (pour les sociétés)

*Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;

Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants.

a/ **Capacités professionnelles :** certificat de qualification et de classification professionnelle valide.

b/ **Capacités financières :** Bilans des 3 dernières années (2016 -2017 -2018)

c/ **Capacités techniques :** - **Moyens humains /** Liste des moyens humains et encadrement technique visée par les services habilités de la caisse d'assurance sociale. (Attestation d'affiliation de chaque cadre, la date de délivrance ne doit pas dépasser les 03 mois de la date d'ouverture des plis)

- **Moyens matériels/** Liste des moyens matériels du soumissionnaire (appuyée par tout document justifiant la propriété : cartes grises ou contrat de location (dans le délai) - Assurances valides.

- **Références professionnelles :** Justifiées par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrage publics.

• **L'offre technique :**

- L'offre technique devra être mise dans une enveloppe fermée, Et comportant /
- La déclaration à souscrire (signée e t datée).
- Le cahier des charges, signé et daté, avec la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Mémoire technique justificatif. (remplie signée et datée)
- Planning prévisionnel d'exécution des travaux.

• **L'offre financière :**

- La lettre de soumission dûment remplie signée et datée.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) en chiffres et en lettres (remplie signée et datée).
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) (remplie signée et datée).

L'enveloppe extérieure anonyme contiendra trois enveloppes séparées, (dossier de candidature) (offre technique), (offre financière) .conformément aux prescriptions du cahier des charges devra porter la mention suivante :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE GESTION ET DE REGULATION FONCIERE URBAINE DE LA WILAYA DE DJELFA CITE MOHAMED BOUDIAF (B 01) DJELFA APPEL D'OFFRE NATIONAL AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMAL N° :..... /2019 *Lot n°.....

<<Soumission à ne pas ouvrir sauf par la commission d'ouverture et Jugement des offres>>

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante : L'Agence de Gestion et de Régulation Foncière Urbaine de la wilaya de Djelfa Sis cite Mohamed Boudiaf Djelfa

NB : Le soumissionnaire peut soumissionner en plusieurs lots ; et à avoir un (01) seul lot par ordre du classement.

Les offres doivent être déposées le 15 quinzèmes jours de 08.00H à 13.00H à compter de la date de la première parution du présent avis aux journaux ou dans BOMOP, -si ce jours coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la journée de dépôt des offres sera reportée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 105 jours à compter de la première parution du l'avis d'appel d'offre aux journaux ou dans BOMOP. L'ouverture des plis techniques et financiers est prévue en séance publique et se tiendra le jour de dépôt des offres à 14.00H au siège de L'Agence de Gestion et de Régulation Foncière Urbaine de la wilaya de Djelfa ; Les soumissionnaires sont invités à cette séance d'ouverture des plis.

PRESCRIPTION DE PSYCHOTROPES: Les pharmaciens du sud-ouest tirent la sonnette d'alarme, les médecins se défendent

Le conseil de l'Ordre des pharmaciens du sud-ouest du pays a tiré la sonnette d'alarme sur ce qu'il a qualifié de prescription médicale "abusive" de psychotropes à travers cette partie du pays, notamment dans la wilaya de Bechar, au moment où les médecins affirment être dans le "droit" de prescrire un traitement de trois mois incluant parfois des psychotropes pour des patients dont la pathologie nécessiterait une telle option.

"Nous enregistrons quotidiennement à travers les officines une moyenne de 15 à 20 ordonnances médicales délivrées par des médecins généralistes prescrivant des psychotropes à différentes catégories de patients", a déclaré samedi à l'APS le vice-président du conseil de l'Ordre des pharmaciens du sud-ouest du pays, Elyes Tayeb Bouzar.

"Des ordonnances médicales de ces médecins généralistes, prescrivant un traitement de trois mois à base de psychotropes, est contraire au protocole médical, seul un médecin spécialiste peu prescrire un pareil traitement sur la même période", a expliqué ce responsable régional.

"Notre souci, à travers cette alerte, est de débattre de cette vraie problématique de santé publique et aussi de mettre en exergue le rôle thérapeutique des pharmaciens selon la loi et conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)", a ajouté M. Bouzar.

Le vice-président de l'Ordre des pharmaciens du sud-ouest du pays a également lancé un appel aux autorités sanitaires locales pour "lutter davantage contre l'importation et la commercialisation frauduleuse du médicament", un phénomène, a-t-il soutenu, qui peu porter atteinte tant à la santé de la population de cette région qu'à l'économie nationale. "Cette



alerte sur la prescription médicale des psychotropes est aussi une contribution des pharmaciens à la prévention et à la lutte contre le trafic des psychotropes", a-t-il souligné.

Pour sa part, le président de l'Ordre d'éthique et déontologie médicale de la région du sud-ouest, Dr Cheikh Bendada, a expliqué que les praticiens de la santé tant dans le secteur privé que dans celui public sont "libres, selon le code régissant les activités de cet ordre médical, de prescrire le médicament ou le traitement adéquat pour les patients".

"Un médecin généraliste a le droit de prescrire un traitement de trois mois à un patient dont la santé nécessite un pareil traitement pour cette même

période", a-t-il souligné, ajoutant que c'est "dans les cas d'un risque d'addiction, que le médecin généraliste est en devoir de diriger le ou les patients vers le spécialiste notamment les psychiatres".

Le Conseil de l'ordre des pharmaciens du sud-ouest du pays regroupe plus de 300 pharmaciens privés exerçant à travers les wilayas de Naâma, Bechar, Tindouf, El Bayadh, Adrar, et les wilayas déléguées de Béni-Abbes et Timimoune.

Une quantité de 26.934 psychotropes destinée à la commercialisation illégale a été saisie en 2018 dans la région du sud-ouest du pays, par les éléments de la Sûreté nationale, selon des chiffres avancés par l'Inspection régionale de la police.

VACHE FOLLE: Le Brésil suspend ses exportations de viande bovine vers la Chine



Le gouvernement brésilien a annoncé lundi la suspension de ses exportations de viande bovine vers la Chine après la découverte d'un cas «atypique» de maladie de la vache folle au Matto Grosso, Etat du centre-ouest du Brésil. Cette mesure de suspension se limite à la Chine et elle a été prise conformément à un protocole bilatéral existant entre les deux pays, a indiqué dans un communiqué le ministère brésilien de l'Agriculture, de l'Elevage et du Ravitaillement. L'Organisation internationale de la santé animale (OIE) a jugé inutile de modifier le statut sanitaire du Brésil, considéré comme «insignifiant» le risque présenté par la découverte de cet animal malade, a précisé le ministère brésilien.

Selon le communiqué du ministère, il s'agit d'un cas «atypique» d'encéphalopathie spongiforme bovine, ou maladie de la vache folle, dans la mesure où la maladie est apparue «de manière spontanée et sporadique, sans relation avec l'ingestion d'aliments contaminés».

L'animal sur lequel la maladie a été détectée était une vache âgée de 17 ans, qui a été abattue et incinérée.

Conformément au protocole bilatéral en vigueur, le Brésil «a suspendu les émissions de certificats sanitaires jusqu'à ce que les autorités chinoises aient conclu leur évaluation des informations transmises (par la partie brésilienne, ndlr) sur cet incident», déclare le ministère.

Au cours des quatre premiers mois de cette année, les exportations brésiennes de viande bovine vers la Chine ont atteint 442,3 millions de dollars, soit 26% du total de ces exportations, en hausse de 16,12% par rapport à la même période de 2018, selon les chiffres du ministère brésilien de l'Economie.

SELON DES EXPERTS: La peste porcine pourrait continuer à faire des ravages en Asie pendant des années

La peste porcine africaine qui ravage certains pays d'Asie, tout particulièrement le Vietnam et la Chine, ne devrait pas être maîtrisée avant plusieurs années, d'après les experts. Le virus, qui n'est pas dangereux pour l'homme mais très destructeur pour les cochons d'élevage, s'est propagé depuis août dans plus de la moitié des provinces chinoises. Des foyers ont également été détectés en Corée du Nord, en Mongolie et au Cambodge.

Depuis que le premier cas a été découvert en février, le Vietnam a abattu quelque deux millions de bêtes, soit plus de 6% du cheptel porcin du pays.

En Chine, premier producteur et consommateur mondial, les autorités ont annoncé avoir tué environ un million de porcs depuis août mais, d'après les experts, ce chiffre est sous-évalué. Des mesures sanitaires ont été prises. Pékin, tout comme la Corée du Sud, le Japon et Taïwan, a également intensifié ses contrôles dans les aéroports et déployé des chiens renifleurs.

Mais la propagation de la maladie reste fulgurante en Chine, qui abrite «près de la moitié» des cochons vivant sur la planète, souligne l'Agence des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) dans son rapport Food Outlook publié le 9 mai.

Et les experts ne se montrent guère optimistes pour l'avenir. Selon eux, de deux à dix ans pourraient être nécessaires pour que le virus soit maîtrisé en Asie car les normes sanitaires et de biosécurité font défaut particulièrement chez les milliers de petits exploitants.

La plupart des bêtes sont nourries avec des restes alimentaires, vecteurs importants de maladie.

Au final, 200 millions de porcs pourraient être abattus en Chine, soit plus de la moitié de la population porcine du pays, d'après Christine McCracken, analyste pour le groupe hollandais Rabobank.

APS

PORTUGAL: Près de 90.000 cas de cancer de la peau en cinq ans (Etude)

Des chercheurs du Centre de recherche sur les technologies et les services de santé (CINTESIS), Basé à l'Université de Porto au nord du Portugal, ont indiqué qu'en cinq ans environ 90.000 cas de cancer de la peau ont été enregistrés au niveau des hôpitaux publics.

Selon les résultats de l'étude rendus publics sur les cas de cancers de la peau, détectés au cours de cette période, environ 16.000 étaient des mélanomes et les 72.000 restants étaient des non-mélanomes.

L'objectif de l'étude était de déterminer l'emplacement le plus courant des lésions, la survenue de métastases, le taux de mortalité et les coûts hospitaliers associés à la maladie.

Les chercheurs ont

conclu que les patients atteints de mélanome avaient un âge moyen inférieur à 66 ans, précisant que le tronc était la zone la plus touchée du corps (32%).

Par contre, les patients atteints d'un cancer de la peau non mélanome sont généralement plus âgés (76 ans), et restent plus longtemps hospitalisés (neuf jours en moyenne contre 7,3 pour les cas de mélanome), précisent-ils, notant que le coût du traitement reste élevé, en moyenne 2.417 euros pour chaque hospitalisation.

Si l'on ne tenait compte que des hospitalisations, "le mélanome était responsable de plus de 35.000 jours d'hospitalisation, alors que le cancer de la peau non mélanome totalisait plus de 73.000 jours d'hospitalisation.

En un an, le mélanome coûte 3,8 millions d'euros, alors que le non mélanome 16,2 millions d'euros, soit environ quatre fois plus, soulignent-ils.

Néanmoins, les auteurs de l'étude observent que ces chiffres ne reflètent pas tout à fait la réalité, car "les cas enregistrés dans des établissements de santé privés ne sont pas comptabilisés".

Au niveau du secteur public, les longues attentes pour bénéficier des prestations du Service national de santé (SNS), qui peuvent dépasser un an, poussent souvent les patients qui disposent de ressources financières ou d'une assurance maladie à recourir au secteur privé.

En outre, la plupart des cancers de peau

non mélanomes ne sont pas des tumeurs à risque et peuvent être traités efficacement en dehors du secteur public, explique dans un communiqué Ana Filipa Duarte, chercheuse au CINTESIS et enseignante à la Faculté de médecine de l'Université de Porto.

La dermatologue estime qu'"avec le vieillissement de la population et les comportements à risque connus, les cas de cancer de la peau ont tendance à augmenter, de même que leurs coûts".

Elle a mis l'accent, dans ce contexte, sur l'importance de développer des stratégies de prévention primaire du cancer de la peau et de détection précoce de la maladie" afin de réduire la mortalité et les coûts liés au traitement.

CYCLISME /
LUXEMBOURG /
TOUR**Weening gagne
la 2^e étape,
Laporte reste
leader**

Le Néerlandais Pieter Weening a remporté vendredi grâce à une échappée tardive la 2^e étape du Tour du Luxembourg, course sur 168,6 km entre Steinfort (ouest du pays) et Rosport (est), sans parvenir à prendre le maillot de leader à Christophe Laporte.

Le coureur de l'équipe Roompot-Charles s'est imposé avec une avance minimale sur la meute lancée à sa poursuite, le Roumain Eduard-Michael Grosu (Delko-Marseille) se classant 2^e et l'Italien Andrea Pasqualon (Wanty-Gobert), vainqueur de l'épreuve en 2018, 3^e.

Samedi, pour la 3^e et avant-dernière étape du Tour grand-ducal, le peloton parcourra 178,7 km entre Mondorf-les-Bains (sud) et Diekirch (centre).

Classement de la 2^e étape:

1. Pieter Weening (NED/Roompot-Charles) les 168,6 km en 4h00:23
2. Eduard-Michael Grosu (ROM/Delko-Marseille) m.t.
3. Andrea Pasqualon (ITA/Wanty-Gobert) m.t.
4. Baptiste Planckaert (BEL/Wallonie-Bruxelles) m.t.
5. Vincenzo Albanese (ITA/Bardiani) m.t.

Classement général:

1. Christophe Laporte (FRA/Cofidis) en 8h51:59
2. Aimé De Gendt (BEL/Wanty-Gobert) à 10 s
3. Piet Allegaert (BEL/Sport Vlaanderen) à 11 s
4. Alexander Krieger (GER/Leopard) à 13 s
5. Andrea Pasqualon (ITA/Wanty-Gobert) à 14 s

NBA :

**Deux matches
de saison
régulière à
Mexico en 2019-
2020**

La Ligue nord-américaine de basket-ball (NBA) a annoncé vendredi que deux matches de saison régulière en 2019-2020 se disputeront à Mexico (Mexique).

Dallas affrontera Détroit le 12 décembre et San Antonio sera opposé à Phoenix deux jours plus tard à l'Arena Ciudad de Mexico.

Il s'agira des 29^e et 30^e matches organisés au Mexique depuis 1992, ce qui fait du Mexique le pays où a lieu le plus de matches NBA après les Etats-Unis et le Canada, a précisé la Ligue nord-américaine. "Les matches à Mexico sont au cœur de nos efforts à destination de nos supporters au Mexique et en Amérique latine", a souligné le commissaire de la NBA, Adam Silver.

"Avec, pour la première fois, quatre équipes différentes en lice, nous nous attendons que ces matches suscitent un niveau sans précédent d'intérêt et d'enthousiasme", a-t-il noté. C'est la quatrième année de suite que la NBA organise deux matches de saison régulière à Mexico.

APS

**BASKET-BALL / AFROBASKET FÉMININ 2019 :
Le Sénégal hôte de la compétition**

La Coupe d'Afrique des nations de basket-ball féminin (AfroBasket-2019) se déroulera du 9 au 18 août à Dakar au Sénégal, a annoncé vendredi la branche africaine de la Fédération internationale de la discipline (FIBA-Afrique).



L'annonce a été faite à l'occasion d'une rencontre dans la capitale sénégalaise entre une délégation de la FIBA-Afrique, conduite par le se rétaire général de l'instance, le Camerounais Alphonse Bile, le Ministre des

sports sénégalais Matar Ba et l'international sénégalais évoluant en NBA, Gorgui Dieng.

La compétition africaine revient pour la première fois sur le sol sénégalais depuis 2007. Les joueuses sé-

négaises s'étaient adjugées la 2^e place du tournoi remporté par le Mali. Outre le Sénégal (organisateur) et le Nigeria (tenant), quatre nations ont décroché leur qualification pour l'AfroBasket-2019. Il s'agit du Mali, du

Mozambique, du Cameroun, du Cap Vert. Les dix autres pays qui formeront le tableau final de la phase finale de l'AfroBasket-2019, seront connus à l'issue des qualifications qui se poursuivent jusqu'au 25 juillet.

HANDI-TENNIS DE TABLE:**L'Algérie présente au Championnat d'Afrique et au Grand Prix à Alexandrie (Egypte)**

La sélection algérienne handispport de tennis de table devra prendre part à Alexandrie en Egypte, à la fois, au Grand Prix international de la discipline (26-28 juin) et au Championnat d'Afrique ITTF des nations, simples et par équipes/garçons et filles (30 juin-02 juillet), deux compétitions qualificatives aux Jeux Paralympiques de Tokyo, prévus du 25 août au 6 septembre 2020.

Une participation d'une cinquantaine de pongistes des deux sexes, représentant plus d'une dizaine de pays est annoncée à la compétition africaine ouverte aux différents types de handicaps.

Les handicapés moteurs sont classés de 1 à 10 catégories selon leurs fonctionnalités (plus le nombre est bas, plus les pongistes ont du mal à se mouvoir).

Les athlètes des catégories de 1 à 5 jouent en fauteuil roulant, ceux des catégories 6 à 10 jouent debout.

Le pongiste peut fixer la raquette à sa main s'il ne peut pas la tenir. Les pongistes qui ont un handicap mental sont classés dans la catégorie 11. Le tennis de table pour handicapés est géré par la fédération internationale de tennis de table (ITTF, par l'intermédiaire du Comité international paralympique (IPC).

Pour le Grand Prix international de la discipline (26-28 juin), le nombre de pays devra atteindre le nombre 20.

Outre l'Algérie et l'Egypte, le tournoi regroupera les représentants de: Corée du Sud, Afrique du Sud, Japon, Inde, Thaïlande, Allemagne, France, Suède, Belgique, Arabie Saoudite, Koweït, Irak, Côte d'Ivoire, Hollande, Malaisie, Indonésie, Grèce et Kazakhstan.

ATHLÉTISME:**Holloway passe sous les 13 secondes sur 110 m haies**

L'athlète Américain Grant Holloway est le premier hurdle à être passé sous les 13 secondes sur 110 m haies cette année, en réalisant un chrono de 12 sec 98/100e (vent: +0,8 m/s) lors des Championnats universitaires américains d'athlétisme, vendredi.

Holloway, 22 ans, a amélioré de 6/100e la précédente

meilleure performance mondiale de l'année établie, mercredi en demi-finales sur cette même piste d'Austin (Texas) par son compatriote Daniel Roberts (13,06).

Holloway a également battu le vieux record universitaire de la spécialité (13,00), détenu

depuis 1979 par le légendaire Renaldo Nehemiah. Roberts a terminé à la 2^e place avec un chrono de 13 sec 00/100e, synonyme de 2^e rang au bilan mondial annuel.

Sur 100 m, le Nigérian Divine Oduduru s'est imposé en 9 sec 86/100 (vent: +0,8 m/s). Il détenait déjà la MPM 2019

avec ce chrono de 9 sec 86/100e, à égalité avec les Américains Noah Lyles et Christian Coleman. Les trois premiers de cette finale sont descendus sous les dix secondes, avec 9 sec 93/100e pour l'Américain Cravon Gillespie et 9 sec 97/100e pour le Japonais Hakim Sani Brown.

ça sera la première compétition d'envergure pour les pongistes algériens dont la sélection a été récemment réactivée par la fédération algérienne handispport (FAH), après un gel de nombreuses années pour différentes raisons.

"Nous avons tracé un programme spécial pour booster la sélection de handispport de table et avec la présence de bons pongistes dans la sélection, nous tablons sur la qualification de deux à trois athlètes pour les Jeux Paralympiques de Tokyo en août 2020", a indiqué le

président de la fédération, M. Mohamed Hacheft.

En prévision de cette participation, la sélection poursuivra son stage de préparation au centre de regroupement des équipes nationales à Souidania (Alger) afin de peaufiner le travail déjà entamé depuis quelques mois à Alger et arrêter la liste des athlètes retenus pour les deux compétitions et sur lesquels, repose des chances de qualification au rendez-vous paralympique du pays du soleil levant.

**HANDI-BASKET/CHAMPIONNAT ARABE-2019:
Participation de la sélection
algérienne à l'édition d'Agadir (Maroc)**

La sélection algérienne handi-basket (basketball pour handicapés) prendra part à la 3^e édition du Championnat arabe de la discipline, prévue à Agadir (Maroc) du 16 au 22 juin à la salle couverte Al Inbiate, a-t-on appris vendredi auprès de la fédération algérienne handispport (FAH). Outre l'Algérie, la compétition regroupera le Maroc (pays hôte), l'Egypte, l'Iraq et le Koweït.

La sélection algérienne, dirigée par l'entraîneur national et ancien international, Mustapha Brahimi, a connu des changements dans son effectif. La compétition est organisée par la Fédération Royale Marocaine des Sports pour Personnes Handicapées sous l'égide de l'Union arabe des sports pour handicapés. Programme de la compétition arrêté par les organisateurs et publié sur le site de la fédération marocaine:

Lundi 17 juin 2019:

Algérie - Egypte
Maroc - Koweït
Iraq (exempt)

Mardi 18 juin 2019:

Egypte - Iraq
Algérie - Koweït
Iraq - Maroc

Mercredi 19 juin 2019:

Koweït - Egypte
Iraq - Algérie
Egypte - Maroc

Jeudi 20 juin 2019:

Koweït - Iraq
Maroc - Algérie

Vendredi 21 juin 2019: demis-finale:

1^{er} au premier tour contre 4^e
2^e au premier tour contre 3^e

Samedi 22 juin 2019:

Match de la 3^e place
Finale.

ALGÉRIE : Zetchi loue l'état d'esprit des joueurs dans l'optique de la CAN-2019

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi s'est félicité, hier à Alger, de la "détermination" et de l'état d'esprit qui animent les joueurs de l'équipe nationale dans l'optique de la Coupe d'Afrique des nations-2019 (CAN-2019) qui débute le 21 juin en Egypte.

"Les joueurs sont déterminés et très impliqués pour honorer les couleurs de l'équipe nationale lors de la prochaine CAN.

Une ambiance familiale règne au sein de la sélection", a indiqué Zetchi à la presse, juste avant l'embarquement des coéquipiers de Rais M'bolhi à l'aéroport d'Alger à destination de Doha, lieu du second stage des Verts avant la CAN-2019.

"Notre équipe ira en Egypte avec l'objectif de gagner le plus de matches et pour quoi pas arriver en finale.

Réussir le premier match est important, par la suite notre équipe a les moyens pour aller loin (...) Nous soutenons Belmadi (ndlr, le sélectionneur) dans les objectifs qu'il s'est fixé", a affirmé le patron de la FAF, déplorant au passage les propos alarmistes lancés ici et là, au sujet de la sélection nationale.

"Dans toute équipe ou sélection, des choses peuvent survenir de temps à autre.

Mais il ne faut pas exagérer les choses, car cela peut nuire à l'équipe", a-t-il dit, invitant



toutes les parties, y compris la presse, à "œuvrer dans une même direction que l'équipe nationale qui a besoin d'évoluer dans la sérénité".

L'équipe nationale de foot-

ball s'est envolée samedi à Doha après avoir bouclé un premier stage au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger) consacré à l'aspect physique. La seconde partie

de préparation se déroulera dans la capitale qatarie avec, au menu, deux matchs amicaux prévus au stade d'Al-Sadd : le 11 juin face au Burundi et le 16 contre le Mali.

LIGUE 1 :

Hyproc ne reprendra pas de sitôt le MC Oran, le club à la croisée des chemins

Le MC Oran est à la croisée des chemins après que les espoirs de ce club de Ligue 1 de football placés sur Hyproc Shipping Company pour le reprendre ont fondu comme neige au soleil.

La commission, composée des trois anciens présidents, Djebbari, Abdelilah et Mahiaoui, chargée par l'Assemblée générale des actionnaires, lors de sa session de dimanche dernier, de prendre attache avec la filiale de Sonatrach afin de clarifier sa position vis-à-vis du protocole d'accord signé par les deux parties au début de cette année, a été informée "qu'à Hyproc, l'on n'est pas emballé à l'idée de racheter la majorité des actions de la formation oranaise, du moins pas pour le moment", apprend-on de cette

commission. Les responsables d'Hyproc se sont néanmoins engagés à accompagner le MCO en tant que sponsor, exactement comme ils l'ont fait lors de la deuxième partie de la précédente saison, a-t-on précisé de même source.

Du coup, il appartient aux actionnaires de la Société sportive par actions (SSPA) du club de désigner un nouveau président pour succéder à Ahmed Belhadji, dit "Baba", qui a démissionné de son poste en début de semaine passée après cinq ans de règne durant lesquels les "Hamraoua" n'ont pas réussi à renouer avec les sacres qui les fuient depuis 1996.

A cet effet, une AG extraordinaire des actionnaires est programmée pour dimanche au niveau de l'un des hôtels de

la ville pour trancher l'identité de la personne devant prendre les commandes du MCO. ais l'opération ne s'annonce pas comme une simple affaire, vu que tous les actionnaires de la SSPA du club sont rejoints par la rue oranaise qui continue de faire pression sur eux, réclamant leur départ. Des appels sont lancés sur la toile pour organiser une deuxième marche en l'espace d'une semaine, dans l'après-midi de samedi, avec comme mot d'ordre le départ de tous les actionnaires, accusés d'être à l'origine des échecs à répétition de la formation phare d'El-Bahia. Celle-ci a attendu la dernière journée de la précédente édition du championnat pour assurer son maintien parmi l'élite.

USM BEL ABBÈS :

C'est déjà mal parti pour le prochain exercice

Les prémices d'une deuxième saison de suite ratée apparaissent déjà pour l'USM Bel-Abbès, ce club de Ligue 1 de football où l'ambiguïté perdue concernant son avenir sur tous les plans.

Dans l'entourage d'"El-Khedra" l'on est d'ailleurs convaincu que c'est déjà mal parti pour l'exercice à venir, tant que les problèmes s'accumulent au moment où les actionnaires sont toujours aux abonnés absents.

Cette situation pousse déjà plusieurs joueurs de l'effectif de la saison passée à saisir la Chambre de résolution des litiges (CRL) de la fédération algérienne de football (FAF) pour obtenir leurs ar-

riérés des salaires et aussi leur libération automatique, indique-t-on de même source. Les camarades de Mohamed Seguer réclament plusieurs salaires impayés durant une saison marquée notamment par des grèves à répétition à cause du même problème.

L'équipe, détentrice, lors de précédente édition, de la Coupe d'Algérie et de la Supercoupe d'Algérie, a patienté jusqu'à l'ultime journée du championnat pour éviter le purgatoire.

Mais depuis la cérémonie, organisée en leur honneur à l'issue du championnat et pendant laquelle les joueurs ont droit à un salaire, ils n'ont

plus rien vu venir, d'où leur empressement à saisir la CRL. Pendant ce temps, le président de la société sportive par actions (SSPA) du club, Abdelghani El Hennani campe sur sa démission, mais sans pour autant que l'AG des actionnaires ne soit convoquée pour trancher l'avenir du club.

Une attitude ayant conduit les amoureux de l'USMBA à interpeller le wali qui a reçu dernièrement leurs représentants, et leur a expliqué qu'il s'agit d'une société sportive par actions (SSPA) et qu'elle est régie par le code du commerce, et du coup, le dernier mot revient à ses actionnaires,

informe-t-on de même source. Le wali a promis néanmoins d'aider le club, tout en exhortant les actionnaires de faire le nécessaire pour remettre de l'ordre dans la maison, et ce, dans les plus brefs délais. Les fans, qui ont organisé récemment un sit-in au centre-ville pour revendiquer le départ de la direction actuelle, réclament toujours l'ouverture du capital social de la SSPA de l'USMBA afin de permettre l'arrivée d'une entreprise publique. Cette revendication sera réitérée à l'occasion de la marche que les supporters ont prévu pour samedi vers le siège de la wilaya, souligne-t-on.

FIFA

Infantino relance l'idée d'une Ligue des nations féminine

Gianni Infantino, le président de la Fédération internationale de football (Fifa), a relancé vendredi à Paris l'idée d'une Ligue mondiale féminine des nations, en clôture d'un colloque sur le football féminin.

"Il y a deux ans, au Congrès de la Fifa, j'ai proposé la création d'une Ligue mondiale féminine parce que le football de sélections est le catalyseur du football féminin et nous le verrons à cette Coupe du monde", qui débute ce vendredi soir à Paris, a indiqué le patron du foot mondial.

"Ce projet a été provisoirement suspendu, mais nous allons le remettre sur la table, avec plus de force et de détermination que jamais, a-t-il poursuivi. Et nous devons repenser à la Coupe du monde féminine des clubs. Le football féminin d'élite, comparé au football masculin, a déjà une ampleur véritablement mondiale", a-t-il insisté.

De nombreuses personnalités du monde du football, de la politique et de la société civile, échangeaient depuis jeudi sur les "bénéfices sociaux du ballon rond pour les femmes" dans un colloque organisé par l'instance mondiale du football à Paris. Le Mondial féminin 2019 s'ouvrira vendredi soir avec France-Corée du Sud au Parc des Princes. La finale est prévue le 7 juillet à Lyon.

Coup d'envoi de la Coupe du Monde de football féminin au Parc des Princes à Paris

La Coupe du monde de football féminin a débuté vendredi à 21h00 heure locale (19h00 GMT) au Parc des Princes à Paris avec un match d'ouverture entre la France et la Corée du Sud. La compétition va durer jusqu'au 7 juillet, avec au total 24 équipes pour 52 matches dans une dizaine de stades en France.

Menée par Corinne Diacre, l'équipe de France fait partie des favoris pour cette édition. Après un premier match contre la Corée du Sud, l'équipe de France affrontera la Norvège mercredi 12 juin, à 21h, à l'Allianz Riviera de Nice, et le Nigeria, lundi 17 juin, à 21h toujours, au Roazhon Park de Rennes.

La Chine affrontera quant à elle l'Allemagne dès samedi 8 juin à 15h00 heure locale (13h00 GMT) au Roazhon Park de Rennes. La Chine jouera ensuite face à l'Afrique du Sud le 13 juin à 21h00 heure locale (19h00 GMT) au Parc des Princes à Paris, puis face à l'Espagne le 17 juin à 18h00 heure locale au stade Océane du Havre.

La Coupe du monde de football féminin est organisée tous les quatre ans par la Fédération Internationale de Football Association (Fifa) et sa première compétition officielle a eu lieu en 1991 en Chine qui l'a également accueillie à nouveau en 2007. C'est la première fois que la compétition a lieu en France. Le palmarès est à ce jour détenu par quatre pays : les Etats-Unis qui l'ont remportée à trois reprises, l'Allemagne, à deux reprises suivie du Japon et de la Norvège, chacun l'ayant remportée une fois. La dernière édition en 2015 a été remportée par les Etats-Unis.

MONDIAL U20 : L'Ukraine élimine la Colombie et accède au dernier carré

L'Ukraine a réalisé un grand exploit en battant vendredi à Lodz, la Colombie (1-0) et jouera les demi-finales de la Coupe du Monde U-20 qui se déroule en Pologne. Les bleu et jaune ont pris les devants grâce à Danylo, qui a profité d'une grosse mésaventure dans la défense colombienne pour inscrire le seul but de la rencontre à la 11ème minute.

Les hommes d'Oleksandr Petrakov qui ont bâti leur succès sur une solidité défensive, ont bien contenu les assauts de plus en plus insistants des Colombiens. Les Ukrainiens, qui n'avaient jamais dépassé les 8èmes de finale dans cette compétition, affronteront mardi prochain en demi-finale le vainqueur d'Italie-Mali.

C'est une surprise de plus dans cette Coupe du monde U20, qui a notamment vu la France et l'Argentine se faire sortir dès les 8èmes. Favori, le Portugal a été éliminé en phase de groupes, tout comme le Mexique.

Dans l'autre match de la journée, le Mali, champion d'Afrique en titre, qualifié lors des huitièmes de finale grâce à son succès face à l'Argentine, croisera le fer avec l'Italie, vice-championne d'Europe à Tichy stadium. Samedi, les Guerriers Taegeuk de Corée du sud ont rendez-vous avec le Sénégal, alors que les Etats unis affronteront l'Equateur.

MONDIAL U20 : L'Italie bat le Mali et rejoint l'Ukraine en demi-finale

L'Italie a battu le Mali (4-2) vendredi à Tycht en quart de finale de la Coupe du Monde des moins de 20 ans qui se déroule en Pologne. Môme réduit à dix après l'expulsion d'Ousmane Diakité (21), le Mali a livré un bon match contre l'Italie qui a fait la différence en fin de rencontre.

Deux fois menés au score, notamment à cause d'un but contre son camp de d'Ibrahima Koné dès la 12ème minute, les Maliens sont revenus à deux reprises par Sekoi Koita (38') et Mohamed Camara (79'). Mais l'infériorité numérique a fini par se payer, avec un nouveau but de Pinamonti sur penalty (83'), puis David Frattesi a scellé le sort du match sur une tête imparable une minute plus tard.

Au bout du temps additionnel, le Mali a même raté un penalty détourné du bout des doigts par le gardien italien. Déjà demi-finaliste en 2017, la Gli Azzurrini qui fait partie des équipes ayant confirmé leurs bonnes dispositions dans ce tournoi, croisera le fer mardi prochain avec l'Ukraine qui a éliminé la Colombie, pour une place en finale. Les deux autres matchs de quarts de finale auront lieu samedi avec à l'affiche Corée du Sud-Sénégal et Etats Unis-Equateur.

APS

MONDIAL-2030: Espagne et Portugal annoncent plancher sur une candidature commune

L'Espagne et le Portugal ont annoncé samedi étudier une candidature commune pour l'organisation du Mondial-2030 de football et avoir lancé "un profond processus d'analyse" sur la possibilité d'accueillir la compétition, sans le Maroc qui avait initialement été cité comme possible troisième partenaire.



"Après diverses réunions ces dernières semaines, les fédérations de football d'Espagne et du Portugal confirment débiter un profond processus d'analyse sur la possibilité de présenter une candidature commune pour organiser la Coupe du monde 2030", ont écrit les deux fédérations dans un communiqué conjoint.

"Les gouvernements des deux pays ont été informés de manière adéquate sur ce processus, dont ils seront parties prenantes", ajoutent la RFEF et la FPF.

Cette annonce intervient alors que le

chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez avait proposé en novembre au Maroc une candidature commune Maroc/Espagne/Portugal pour organiser le Mondial-2030.

Mais Madrid et Lisbonne semblent s'être recentrées sur une candidature 100% ibérique, après avoir déjà brigué en vain le Mondial-2018, attribué à la Russie, et le Mondial-2022, qui aura lieu au Qatar.

En 2026, la Coupe du monde aura lieu aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique.

Le tournoi sera en 2030 le "Mondial du centenaire", un siècle après la première Coupe du monde organisée et remportée par l'Uruguay, qui a d'ores et déjà annoncé sa candidature conjointe avec l'Argentine, le Paraguay et le Chili pour 2030.

La Grèce, la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie envisagent également une candidature commune pour organiser la compétition, au même titre que le Royaume-Uni et l'Irlande. La Chine pourrait aussi se laisser tenter. La décision doit être prise en 2022.

QUALIFS EURO-2020:

L'Espagne s'impose facilement aux îles Féroé

L'Espagne s'est imposée facilement sur le terrain des îles Féroé (4-1), vendredi, lors des qualifications pour l'Euro-2020 de football.

Ramos a ouvert le score dès la 6e et Jesus Navas a doublé la mise à la 19e. A la demi-heure de jeu, K. Olsen a réduit le score, mais les Espagnols ont aussitôt

repris l'avantage sur un tir d'Isco repoussé par le poteau, le ballon rebondissant sur le gardien des Féroé avant de finir sa course dans le but.

A un peu plus d'un quart d'heure de la fin, Gaya a inscrit un quatrième but (72e) pour l'Espagne privée de son sélectionneur Luis Enrique, retenu

auprès des siens pour un problème familial. Grâce à cette victoire, les Espagnols consolident leur première place dans le groupe F avec trois succès en trois matches (9 points).

La Suède, qui l'a emporté 3 à 0 face à Malte, conserve sa deuxième place. Lundi, l'Espagne accueillera la Suède.

Dans le groupe G, la Pologne a elle aussi consolidé sa première place à la faveur de sa victoire en Macédoine du Nord (1-0).

Dans le groupe B, l'Ukraine, qui a écrasé la Serbie (5-0), reste en tête avec 7 points, devant le Luxembourg (6 pts) et le Portugal, tenant du titre (2 pts) mais un match en moins.

COPA AMERICA 2019 / URUGUAY - PANAMA :

Suarez buteur pour son retour en sélection

L'attaquant uruguayen Luis Suarez, opéré d'un genou en mai, a rejoint sa sélection nationale vendredi, en match de préparation en vue de la Copa America (14 juin-7 juillet) et a même inscrit un des trois buts de la victoire contre le Panama (3-0). Remplaçant au coup d'envoi, tout

comme Edinson Cavani, l'avant-centre du FC Barcelone est entré sur le terrain peu après l'heure de jeu et a inscrit le deuxième but uruguayen sur un coup franc direct à la 68e minute, alors que Maximiliano Gomez avait ouvert la marque à la 18e, avant que Federico Valverde ne finisse le travail,

en ajoutant le troisième et dernier but à la 78e. Suarez, considéré comme le meilleur buteur de l'histoire de la Celeste a amélioré ainsi son record, en le portant à 56 buts. L'Uruguay débutera la Copa America au Brésil le 16 juin contre l'Equateur, à Belo Horizonte.

L'ex-international allemand Mesut Ozil se marie à Istanbul avec Erdogan comme témoin

L'ex-meneur de jeu international allemand d'origine turque, Mesut Ozil a célébré son mariage vendredi à Istanbul, en présence du président turc Tayyip Erdogan comme témoin, affichant une nouvelle fois sa proximité avec ce dirigeant qui fait polémique en Allemagne.

Le convoi du président turc est arrivé en début de soirée à l'hôtel de luxe, situé au bord du Bosphore, dans lequel le stratège des Gunners d'Arseнал fête son union avec une ancienne miss Turquie, Amine Gülse. Peu après, le président turc et son épouse Emine ont

été vus en train de se tenir auprès du jeune couple, sourires aux lèvres, pendant qu'un fonctionnaire chargé d'officialiser l'union, reconnaissable à sa robe rouge, s'adressait à eux.

Ozil (30 ans) avait annoncé au printemps dernier qu'il avait demandé à Erdogan d'être son témoin de mariage. Le chef de la chancellerie allemande Helge Braun s'était alors dit "attristé".

Bien que s'inscrivant dans le cadre d'une cérémonie privée, la présence d'Erdogan au mariage risque de raviver la virulente polémique qui secoue l'Allemagne l'an dernier après

qu'Ozil eut affiché sa proximité avec le président turc. Le meneur de jeu avait été violemment critiqué après s'être fait photographier en train d'offrir un maillot à Erdogan, personnage controversé en Allemagne, en froid avec le gouvernement de la chancellerie Angela Merkel depuis plus de deux ans.

Cette polémique sur les origines turques du joueur était intervenue juste avant le Mondial-2018 en Russie.

Après la débâcle de la Mannschaft, Ozil avait définitivement claqué la porte de l'équipe nationale, accusant la Fédération allemande de football de ra-

cisme. Né à Gelsenkirchen, dans le bassin de la Ruhr (ouest de l'Allemagne), Ozil est un immigré de troisième génération et ne possède pas la nationalité turque.

En Turquie, Erdogan assiste régulièrement aux mariages de célébrités et aime à s'afficher en compagnie de stars, notamment en période électorale.

Sa présence au mariage d'Ozil intervient alors que le président et son parti mènent campagne à deux semaines d'un scrutin municipal à Istanbul, après l'annulation controversée d'un premier vote remporté par l'opposition en mars.

Giovanni Di Lorenzo à Naples

Le latéral droit italien d'Empoli s'est engagé pour cinq saisons avec le club napolitain. Comme annoncé par son agent, le Napoli a officialisé vendredi l'arrivée du défenseur latéral droit Giovanni di Lorenzo, 25 ans, qui vient de conclure une belle saison avec Empoli (5 buts, 3 passes décisives en 37 matches de Serie A). L'Italien est la première recrue estivale de l'équipe entraînée par Carlo Ancelotti. Il a signé pour cinq saisons, contre 8 millions d'euros, plus un de bonus.



CHELSEA Tiémoué Bakayoko veut rester

Alors que l'option d'achat sur son prêt n'a pas été levée par l'AC Milan, Tiémoué Bakayoko retourne à Chelsea et aimerait y rester la saison prochaine.

Tiémoué Bakayoko (24 ans) a été une des meilleures individualités de l'AC Milan où il était prêté cette saison. La non-qualification en Champions League n'a toutefois pas permis de lever l'option d'achat et l'international français revient donc à Chelsea qui l'avait fait signer pour cinq ans en 2017.

"Il y a des clubs assez intéressants, assez lourds qui se sont renseignés, mais on donne la priorité à Chelsea. On connaît déjà, il y a la Champions League et on cherche de la stabilité. Tiémoué a décidé d'y rester", a confié Abdoulaye Bakayoko, son frère et agent.

BRÉSIL : Neymar, un mal pour un bien ?

Blessé à la cheville, Neymar est forfait pour la Copa America. Si le Brésil est privé de son atout numéro 1, il est aussi débarrassé des affaires extra-sportives qui entourent sa star. Peut-être pas si mal pour vivre une compétition sereinement, non ?

A moins d'une semaine du début de la Copa America entre ses frontières, le Brésil est en branle-bas de combat. Les rédactions surchauffent et guettent la moindre nouveauté dans l'affaire Neymar, la justice tente de démêler le vrai du faux dans ce feuilleton rocambolesque tandis que la Seleçao jongle avec les histoires extra-sportives de sa star. Et le football dans tout ça ? Pour Neymar, la question ne se pose pas. L'attaquant du PSG a dû déclarer forfait pour la Copa après avoir reçu un vilain coup sur la malléole lors d'un match amical contre le Qatar. Une blessure qui tombe à pic ? Difficile à dire tant que la compétition n'a pas débuté. Mais la tourmente judiciaire dans laquelle est plongé Neymar, accusé de viol - et peut-être bientôt poursuivi pour avoir dévoilé les messages et photos échangés avec la plaignante -, était en train de polluer la préparation du Brésil. Entre des médias aux abois et les allers-retours de la police au centre d'entraînement de la Seleçao, compliqué de se plonger pleinement dans la compétition qui se profile.

MERCATO : L'Inter et Naples réfléchirait à un échange entre Icardi et Insigne

En délicatesse à l'Inter, Icardi devrait quitter le club cet été. Du côté de Naples, Lorenzo Insigne penserait lui aussi à un départ. Et leurs clubs respectifs étudieraient la possibilité d'un échange selon le Corriere dello Sport.

Et si le mercato estival à venir accouchait d'un échange spectaculaire ? C'est en tout cas la supposition du Corriere dello Sport, qui avance que l'Inter et Naples réfléchirait à un échange entre Mauro Icardi et Lorenzo Insigne, les deux capitaines. Le premier, en disgrâce à Milan, chercherait une porte de sortie, tandis que le second voudrait s'offrir un nouveau challenge. Si les négociations n'ont pas encore été entamées, les deux clubs ont émis l'hypothèse d'une telle transaction. Affaire à suivre donc...



Daniel James, première recrue de Manchester United

Manchester United vient de l'annoncer sur son compte Twitter : Daniel James, milieu de terrain de 21 ans, sera bel et bien un joueur du club mancunien la saison prochaine. La première recrue des Red Devils pour la saison 2019-2020 a coûté environ 20 millions d'euros (dix-sept millions d'euros plus d'éventuels bonus) au tout récent sixième du dernier championnat d'Angleterre. Cet accord de principe sera définitivement enregistré au moment de l'ouverture du mercato, ce lundi 11 juin.

Formé à Swansea et lancé en équipe première cette année seulement, Daniel James a disputé 33 matchs de Championship cette saison sous les couleurs du club gallois. Capable d'évoluer à tous les postes offensifs du milieu de terrain, il a inscrit quatre buts et délivré neuf passes décisives. Le natif de Beverley, petite bourgade d'Angleterre, défend pourtant les couleurs de la sélection galloise, avec laquelle il a déjà disputé deux rencontres et marqué un but.



AUTEUR D'UN GESTE HÉROÏQUE JEUDI DERNIER À ORAN

Le jeune pompier ayant secouru deux femmes d'un restaurant en feu honoré hier au Palais du gouvernement



Rachid Rachedi

Jeudi 6 juin dans la matinée, un départ de feu est signalé dans un restaurant situé dans la wilaya d'Oran. En quelques minutes, les flammes se propagent à l'ensemble de l'immeuble composé de deux étages.

Présent sur les lieux au moment des faits, Abdelkader Sahoun, qui dans la vie exerce le métier d'agent de la protection civile, aperçoit à l'étage supérieur, deux femmes complètement encerclées par les flammes et dont la vie était sérieusement mise en danger.

Debout au milieu d'une foule sous le choc du drame, l'agent de la protection civile, Abdelkader Sahoun, qui était en congé à ce moment-là, réagit et décide d'intervenir pour secourir les deux sinistrées. Sur des vidéos amateurs partagées sur les réseaux sociaux, on aperçoit le jeune homme braver les flammes en escaladant à mains nues la façade d'un immeuble voisin jusqu'à finalement arriver au niveau des deux victimes.

Prenant appui sur une corniche, le jeune homme réussit à évacuer les deux femmes jusqu'à l'appartement voisin en les aidant à entrer à partir d'une fenêtre. La scène qui a duré quelques minutes seulement a fait le tour de la Toile et l'histoire de ce jeune homme est parvenue jusqu'en haut lieu ce qui lui a valu une promotion bien méritée au grade de corporal.

Ce digne représentant du corps de la protection civile, qui bénéficie déjà d'une excellente réputation auprès de la population, a été reçu hier en héros au Palais du gouvernement. Ses parents ont bénéficié à ce titre de deux passeports pour le hadj 2019.

CAN-2019 / ALGÉRIE: Feghouli: «L'équipe est armée de beaucoup d'ambition»



Le milieu offensif de la sélection algérienne de football, Sofiane Feghouli, a assuré hier que l'équipe était armée de "beaucoup d'ambition" pour réussir sa Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019) qui se déroulera du 21 juin au 19 juillet en Egypte.

"L'équipe est concentrée, on va aller au Qatar avec un moral au beau fixe et beaucoup d'énergie positive.

L'objectif est surtout de s'acclimater avec le temps qui fera en Egypte", a déclaré Feghouli à la presse à l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediene avant le départ pour le stage précompétitif de Doha.

Evoquant la CAN-2019, le joueur de Galatasaray a indiqué qu'il y "avait beaucoup d'ambition dans l'équipe nationale.

Tout le monde est concentré sur son sujet pour rendre le peuple algérien heureux et fier de son équipe".

"C'est une nouvelle CAN avec un nouveau staff technique. On fera

tout notre possible pour aller le plus loin possible dans ce tournoi", a-t-il conclu.

L'équipe nationale de football vient de boucler un premier stage au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger) consacré à l'aspect physique.

La seconde partie de préparation se déroulera à Doha avec au menu deux matchs amicaux prévus au stade d'Al-Sadd : le 11 juin face au Burundi et le 16 contre le Mali.

Au Qatar, Belmadi aura l'occasion de parfaire l'aspect technico-tactique et éventuellement dégager le Onze type, appelé à jouer les matchs de la CAN.

Les Verts s'envoleront pour Le Caire le 18 juin à bord d'un avion spécial de la compagnie nationale Air Algérie.

A la CAN-2019, l'Algérie évoluera dans le groupe C avec le Sénégal, le Kenya et la Tanzanie.

Les Verts entreront en lice le 23 juin face au Kenya, avant de défier le Sénégal le 27 puis la Tanzanie le 1er juillet.

MOSTAGANEM : Un quatrième corps rejeté par la mer en l'espace de 24 heures



Un corps sans vie a été rejeté vendredi soir par la mer, la découverte macabre, la quatrième du genre en l'espace de 24 heures, a été faite sur la côte de Sidi Lakhdar (50 km à l'Est de Mostaganem), a-t-on appris, hier de la direction de wilaya de la protection civile. Le corps, de sexe masculin, a été découvert en état de décomposition sur la plage d'El Kef Lasfar, dans la commune de Sidi Lakhdar.

La dépouille, qui serait celle d'un migrant clandestin, a été déposée à la morgue de l'hôpital Hamadou Hocine de la commune de

Sidi Ali, a-t-on ajouté. Les éléments des garde-côtes ont repêché, jeudi et vendredi, deux corps sans vie- ceux d'un homme et d'une femme - respectivement à 2 miles marins au Nord de Stidia et au vendredi, au Nord du Petit Port (commune de Sidi Lakhdar).

Toujours le vendredi, les vagues ont rejeté la dépouille d'un troisième jeune.

La découverte a été faite sur la plage de Chaaba Nacera, relevant de la commune de Mazagran, rappelle-t-on.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION: 11 morts et 33 blessés en 48 heures selon la Protection civile

Onze (11) personnes ont péri et 33 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures, dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi samedi par les services de la Protection civile.

La wilaya de Médéa déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 2 personnes alors qu'une (1) autre a été blessée, suite à deux acci-

dents de la circulation, le premier, survenu sur la RN8, dans la Daïra de Tablât, le deuxième sur la RN61, dans la Daïra de Berrouaghia.

Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour repêcher les corps sans vie de 11 personnes, mortes par noyade en mer et, dans des réserves d'eau, dans plusieurs wilayas du pays.

MDN

LUTTE CONTRE LA DROGUE: Arrestation de sept narco-trafiquants à Tlemcen et Oran

Sept narco-trafiquants ont été arrêtés jeudi par l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec la Gendarmerie nationale, lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen et Oran, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, ont arrêté, le 06 juin 2019, lors d'opéra-

tions distinctes à Tlemcen et Oran/2ème Région militaire, sept (07) narco-trafiquants et intercepté 68 kilogrammes de kif traité, 400 comprimés psychotropes et trois (03) véhicules touristiques, tandis que des tentatives de contrebande de 6 803 litres de carburant ont été déjouées à Tébessa, El-Taref et Souk-Ahras/5ème RM", précise la même source. Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont arrêté, à Naâma, neuf (09) immigrants clandestins de différentes nationalités".

ANNABA: Arrestation de 2 suspects impliqués dans une violente agression d'une jeune fille sur la voie publique

Deux jeunes, soupçonnés d'être impliqués dans l'agression d'une jeune fille dans la ville de Annaba, pour tenter de lui arracher son sac en la traînant sur la voie publique sur plusieurs mètres avec leur moto ont été arrêtés, a-t-on appris hier de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Les deux suspects, âgés d'environ 17 ans et originaires de la ville de Annaba, ont été arrêtés suite une enquête menée par les éléments de la 7ème sûreté urbaine qui ont réussi à les appréhender à l'aide de caméras de surveillance et en mettant en œuvre tous les moyens d'investigations nécessaires, et ce dans les plus brefs délais, a précisé la même source.

L'agression dont elle a été victime, la jeune fille a été blessée au niveau du dos et des jambes, et a reçu les soins médicaux nécessaires dans le service des urgences médico-chirurgicales de l'hôpital Ibn Rochd de Annaba, alors que les deux suspects devaient comparaître devant le procureur de la République près le tribunal de cette même ville, une fois l'enquête terminée, a souligné la même source. La scène de l'agression subie par la jeune fille, traînée derrière la moto sur la voie publique sur plusieurs mètres, et qui s'est déroulée dans la soirée de jeudi, a été filmée et largement relayée sur les réseaux sociaux suscitant une vague de colère et d'indignation parmi les citoyens.

Consécutivement à

APS